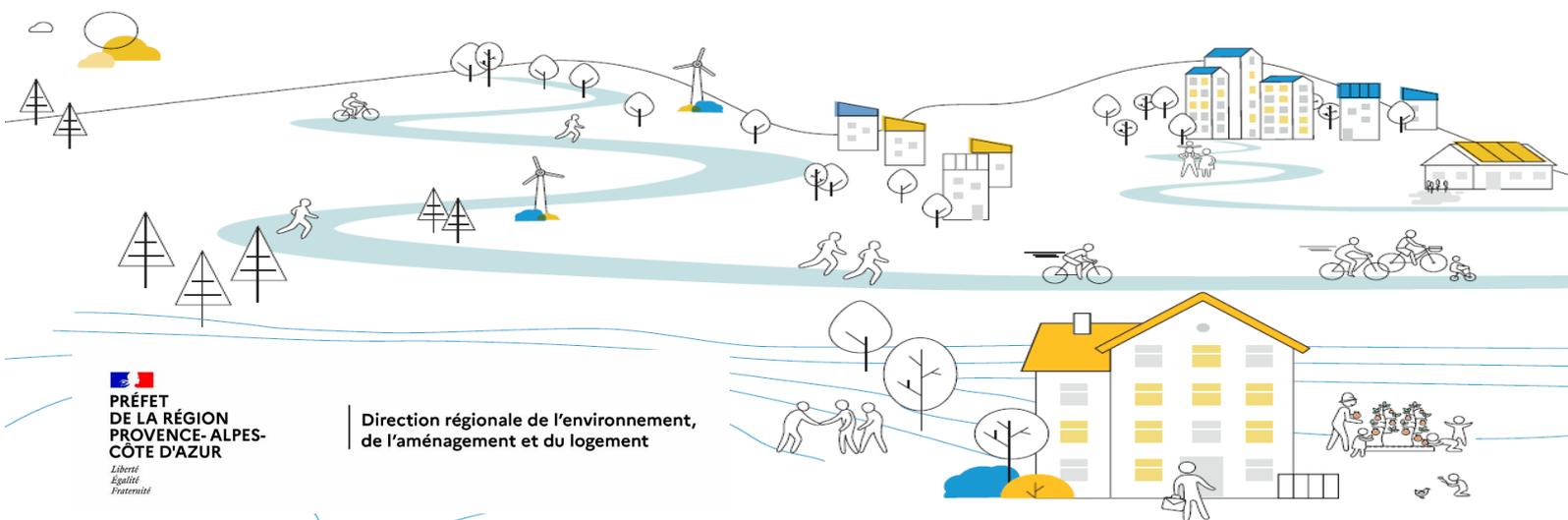


Infocentre du Système National d'Enregistrement

BILAN 2021




PRÉFET
DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES-
CÔTE D'AZUR
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement

Rédaction

Justine NATUCCI

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
Service Énergie Logement
Unité Politique de l'Habitat

Cartographie

Unité Géomatique et Statistiques
Service Connaissance, Aménagement Durable et Évaluation
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

Validation

Jacqueline DEJARDIN

Responsable de l'Unité Politique de l'Habitat

Pierre FRANC

Chef du Service Énergie Logement

Contact

uph.sel.dreal-paca@developpement-durable.gouv.fr
<http://www.paca.developpement-durable.gouv.fr/>

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| CADRAGE MÉTHODOLOGIQUE..... | 5 |
| 1. RÉFORME ET ANIMATION RÉGIONALE EN 2021..... | 6 |
| 1.1. Démarche régionale pour la mise en œuvre de la réforme de la demande et des attributions..... | 6 |
| 1.1.1. La réforme des attributions..... | 6 |
| 1.1.2. La cotation..... | 7 |
| 1.1.3. La gestion en flux..... | 7 |
| 1.1.4. L'accompagnement régional..... | 8 |
| 1.2. Mise en place du Cerfa V4..... | 8 |
| 1.3. Création et validation de la Charte régionale unique..... | 8 |
| 1.4. Démarches de fiabilisation des attributions 2020 et 2021 auprès des bailleurs sociaux de la région..... | 9 |
| 2. LA DEMANDE DE LOGEMENTS SOCIAUX AU 31 DÉCEMBRE 2021..... | 10 |
| 2.1. Éléments de référence nationaux..... | 10 |
| 2.2. Éléments de référence régionaux et départementaux..... | 11 |
| 2.2.1. Après la pandémie, les demandes repartent à la hausse..... | 12 |
| 2.2.2. Mensuellement, le dépôt des demandes retrouve une certaine stabilité mais se fait désormais majoritairement en ligne..... | 13 |
| 2.2.3. Des demandes de logement social d'une ancienneté moyenne régionale de 22 mois..... | 14 |
| 2.2.4. Les motifs invoqués prioritairement par les ménages concernent l'inadaptation de leur logement actuel, notamment en termes de coût..... | 15 |
| 2.2.5. Toujours de nombreuses demandes faites par des petites cellules familiales, majoritairement locataires ou propriétaires du parc privé..... | 17 |
| 2.2.6. Les femmes et les 25-44 ans surreprésentés parmi les demandeurs..... | 18 |
| 2.2.7. Des besoins en lien avec le handicap suite à un logement inadapté, à la fois exprimés par les demandeurs du parc privé et par ceux du parc social..... | 19 |
| 2.2.8. Des demandeurs avec des situations professionnelles apparemment hétéroclites, malgré une forte représentation des revenus inférieurs au PLAI..... | 20 |
| 2.2.9. Des demandeurs très souvent originaires du même EPCI..... | 21 |
| 3. LES ATTRIBUTIONS DE LOGEMENTS SOCIAUX EN 2021..... | 22 |
| 3.1. Éléments de référence nationaux..... | 22 |
| 3.2. Éléments de référence régionaux et départementaux..... | 23 |
| 3.2.1. Après deux années consécutives de baisse des attributions, la reprise..... | 24 |
| 3.2.2. Mensuellement, le retour d'une stabilité des attributions..... | 24 |
| 3.2.3. Un délai d'attribution régional moyen de 20 mois..... | 25 |
| 3.2.4. Les attributions concernent surtout des motifs liés à l'inadaptation du logement..... | 26 |

| | |
|---|-----------|
| 3.2.5. Des attributions de T3 puis T2 puis T4 majoritairement à des ménages composés de peu de personnes, souvent issues du parc privé..... | 28 |
| 3.2.6. Profil démographique : des tendances similaires aux années précédentes..... | 30 |
| 3.2.7. Handicap et besoins satisfaits..... | 30 |
| 3.2.8. Une surreprésentation de certaines situations professionnelles, mais une large part de ménages dont le revenu est inférieur au PLAI..... | 31 |
| 3.2.9. Des attributions faites à des ménages principalement originaires du même EPCI que le logement attribué..... | 33 |
| 3.2.10. Les attributions des réservataires DALO (Droit Au Logement Opposable)..... | 34 |
| 3.2.11. Le contingent préfectoral reste, comme chaque année, le plus mobilisé des contingents..... | 35 |
| 4. TENSION DE LA DEMANDE DE LOGEMENTS SOCIAUX..... | 36 |
| 4.1. Tension globale de la demande de logements sociaux..... | 36 |
| 4.2. Tension par typologie de logement..... | 39 |
| 5. ZOOMS SPÉCIFIQUES SUR LES DEMANDES ET RADIATIONS DE L'ANNÉE 2021 (FLUX ET EPCI)..... | 40 |
| 5.1. Flux des demandes et radiations par département..... | 40 |
| 5.2. Demandes et attributions par EPCI..... | 41 |
| 5.3. Délais moyens d'attente et d'attribution par EPCI (en mois)..... | 42 |

CADRAGE MÉTHODOLOGIQUE

Les données communiquées dans ce rapport sont extraites de l'Infocentre du Système National d'Enregistrement (SNE), qui comptabilise l'ensemble des demandes et attributions de logement social en France. Il s'agit de données déclaratives enregistrées par les demandeurs via un formulaire Cerfa auprès d'un guichet enregistreur, ou en ligne via le Portail Grand Public.

Les données utilisées pour ce rapport datent du 25 février 2022. Leur précision dépend de la bonne saisie des informations et attributions dans les bases de données SNE et ComDALO.

Pour les EPCI interrégionaux, seules les données sur les communes situées en Provence-Alpes-Côte d'Azur ont été prises en compte.

Les demandes de logement social comportent toutes les demandes actives au 31 décembre 2021.

Sauf précision, les données comptabilisent les demandeurs de logement social qui ne résident pas dans le parc social au moment de leur demande (hors mutation), et ceux qui y résident déjà (mutation).

De même, sauf précision, les demandes de logement social pouvant être déposées tant par une personne physique que par une association, les données comprendront ces deux types de demandeurs.

Les localisations souhaitées retenues correspondent uniquement à la première localisation souhaitée dans la demande de logement social.

L'analyse des motifs déclarés par les demandeurs s'appuie uniquement sur le premier motif de la demande.

Enfin, le mode du logement actuel fait référence au premier mode de logement déclaré par le demandeur.

Conformément aux règles de secret statistique, les données comprises entre 1 et 9 ont été masquées de façon directe et indirecte.

1. RÉFORME ET ANIMATION RÉGIONALE EN 2021

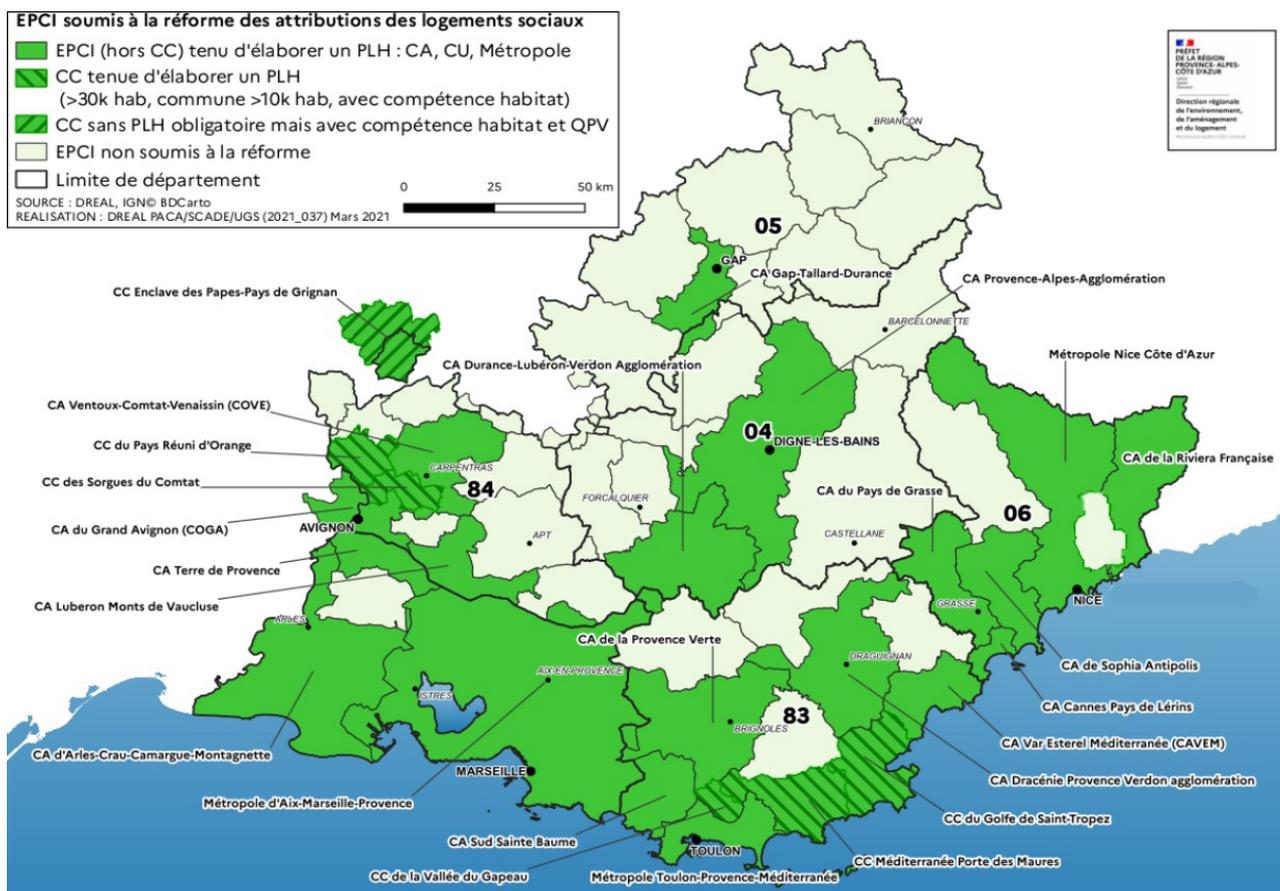
1.1. Démarche régionale pour la mise en œuvre de la réforme de la demande et des attributions

1.1.1. La réforme des attributions

La récente adoption de la [loi n° 2022-217 du 21 février 2022](#) relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (dite « loi 3DS ») a reporté à fin 2023 la date butoir pour la mise en œuvre de la cotation et de la gestion en flux des demandes de logement social.

Ce délai doit permettre aux acteurs du logement social de préparer sereinement l'application de la réforme en mettant en place les instances et outils juridiques obligatoires (Conférence Intercommunale du Logement, Convention Intercommunale d'Attribution, Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information des Demandeurs, etc.) mais également en fiabilisant les process nécessaires à l'efficacité opérationnelle des attributions selon les nouvelles modalités voulues par le législateur.

Sur les 52 EPCI de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, 25 sont soumis à la réforme des attributions. Ils représentent 501 communes, et 4,6 millions d'habitants.



Le Système National d'Enregistrement des demandes de logement locatif social mis en place depuis 2011, colonne vertébrale du système d'information logement de l'État, participera à ce titre à l'effectivité de la réforme des attributions.

1.1.2. La cotation

La cotation concernera a minima 25 Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) en Provence-Alpes-Côte d'Azur, qui couvrent 90 % de la population régionale. Elle vise à attribuer les logements en priorité aux ménages les plus vulnérables, à apporter une meilleure information au demandeur, à la fois quant au caractère prioritaire de sa demande, et par rapport aux autres demandes. Le demandeur sera également informé du délai moyen d'attente par rapport à des demandes similaires, une localisation et une typologie de logement analogues.

Défini par chaque EPCI, puis validé par le Préfet, ce dispositif indique :

- les critères et leur pondération,
- l'impact des refus d'un logement adapté à la demande,
- les éléments permettant au demandeur d'être informé (positionnement, délai, caractère prioritaire ou non...).

Ce système constituera une aide à la décision dans l'attribution des logements en commission.

Un module « cotation » du SNE est d'ores et déjà mis à la disposition des EPCI¹. La cotation pourra prendre en compte la présence ou non de pièces justificatives mais également des « évènements » (ex : refus) et amènera à réinterroger certains principes aujourd'hui applicables de la Charte unique régionale (cf. point 1.3 page suivante).

En janvier 2022, six EPCI en France ont mis en place la cotation dans le SNE. Au niveau régional, deux EPCI sont en phase de paramétrage.

1.1.3. La gestion en flux

La gestion en flux devra s'appliquer à compter de fin novembre 2023 sur l'ensemble du territoire national. Par rapport à la gestion en stock des contingents, l'objectif est :

- d'apporter plus de souplesse pour la gestion du parc social,
- d'optimiser l'allocation des logements disponibles à la demande exprimée,
- de faciliter la mobilité résidentielle et favoriser la mixité sociale en même temps que l'accès au logement des plus défavorisés,
- de renforcer le partenariat entre les bailleurs et les réservataires pour une meilleure gestion des attributions au service de la politique du logement.

La mise en œuvre de la gestion en flux se prépare dès aujourd'hui, notamment sur l'aspect renseignement du SNE (ex : radiation des demandes pour attribution – cf. 1.4) puisque l'identification et le suivi des flux, indispensables pour appliquer les politiques locales des EPCI, imposera un parfait renseignement des champs.

1 Plus d'informations sur <http://sne.info.application.logement.gouv.fr/utilisation-du-module-de-cotation-sne>

1.1.4. L'accompagnement régional

Pilotée par la DREAL PACA, en lien étroit avec l'Association régionale Hlm Paca & Corse (AR-HLM) et Action Logement, la démarche régionale pour la mise en œuvre de la réforme de la demande et des attributions initiée en 2021 a d'ores et déjà permis :

- de capitaliser connaissances et pratiques par le biais de l'animation d'un club régional mensuel et d'un site collaboratif OSMOSE (150 participants),
- d'aider à la mise en œuvre en accompagnant les territoires les plus avancés,
- d'initier un réseau, où la DREAL et l'AR-HLM sont en appui des DDETS et des bailleurs en vue d'aller à la rencontre des EPCI,
- de communiquer en réalisant [quatre courtes vidéos pédagogiques](#) sur le logement social, la réforme des attributions, la cotation et la gestion en flux.

L'accompagnement régional se poursuivra en 2022.

1.2. Mise en place du Cerfa V4

Conformément à l'[arrêté du 22 décembre 2020](#) relatif au nouveau formulaire de demande de logement locatif social et aux pièces justificatives fournies pour l'instruction de la demande de logement social, le Cerfa V4 a été publié le 1^{er} février 2021, avec plusieurs modifications :

- les champs obligatoires sont désormais : NIR, nom, prénom, ressources mensuelles, au moins une localisation souhaitée, SIRET si salarié (disparition du nom de l'employeur) ;
- les motifs ne sont plus regroupés dans un encadré spécifique : ils sont disséminés au fil du formulaire ;
- les personnes mariées, pacsées et concubines auront les mêmes droits que le demandeur principal ;
- chaque colocataire doit faire sa propre demande de logement social (sauf conjoint/concubin/pacsé) ;
- le motif « renouvellement urbain » n'existe plus : le motif « ANRU » devra être coché sur le SNE.

Ces modifications visent à faciliter les démarches des demandeurs, mieux cibler les publics prioritaires, et préparer à la fois la nationalisation du numéro unique de la demande (pour l'instant départemental, sauf en Île-de-France) et la cotation de la demande de logement social.

1.3. Création et validation de la Charte régionale unique

La mise en place du Cerfa V4 a nécessité l'actualisation du *Guide des bonnes pratiques à destination des services enregistreurs et professionnels en relation avec les demandeurs*. En parallèle, une *Charte de déontologie et de qualité de service du traitement de la demande de logement social* devait être créée au niveau régional. La DREAL Provence-Alpes-Côte d'Azur a donc organisé, avec le soutien d'Aatiko :

- 2 groupes de travail avec les Directions Départementales de l'Emploi, du Travail et des Solidarités en septembre 2021 ;
- 2 groupes de travail avec l'ensemble des services enregistreurs de la région et l'AR-HLM en octobre et novembre 2021.

Cette large concertation a permis à chacun d'apporter ses observations sur la base du document proposé, lors des groupes de travail ou en amont par e-mail. Des échanges ont également permis de clarifier certains points et de partager pratiques et difficultés.

Ce travail partenarial a abouti à la création de la *Charte régionale unique relative à la saisie de la demande de logement social sur le SNE*, comprenant :

- le Guide des bonnes pratiques actualisé,
- la Charte de déontologie nouvellement créée,
- et, en annexe, la Charte du dossier unique portant sur la réforme des attributions, qui fera l'objet d'un travail partenarial spécifique en 2022.

Ce document permet ainsi de réaffirmer une volonté commune de la bonne application des règles et lois nationales, sur l'enregistrement, le renouvellement et la radiation des demandes de logement social.

La *Charte régionale unique* a été validée officiellement lors du COPIL régional SNE du 26 novembre 2021.

1.4. Démarches de fiabilisation des attributions 2020 et 2021 auprès des bailleurs sociaux de la région

Tout au long de l'année 2021, une démarche de fiabilisation les données SNE 2020 a été entreprise par Aatiko et la DREAL Provence-Alpes-Côte d'Azur auprès des bailleurs. Cette démarche s'est concentrée sur la radiation des demandes pour attribution, qui doit intervenir au plus tard 10 jours après la signature du bail².

En janvier 2021, 1 800 demandes n'avaient encore pas été radiées pour attribution au titre de l'année 2020. Un an plus tard, après plusieurs campagnes de sensibilisation auprès des bailleurs et des rappels réguliers en COPIL régionaux SNE, 926 demandes restent à radier pour attribution dans le SNE au titre de l'année 2020.

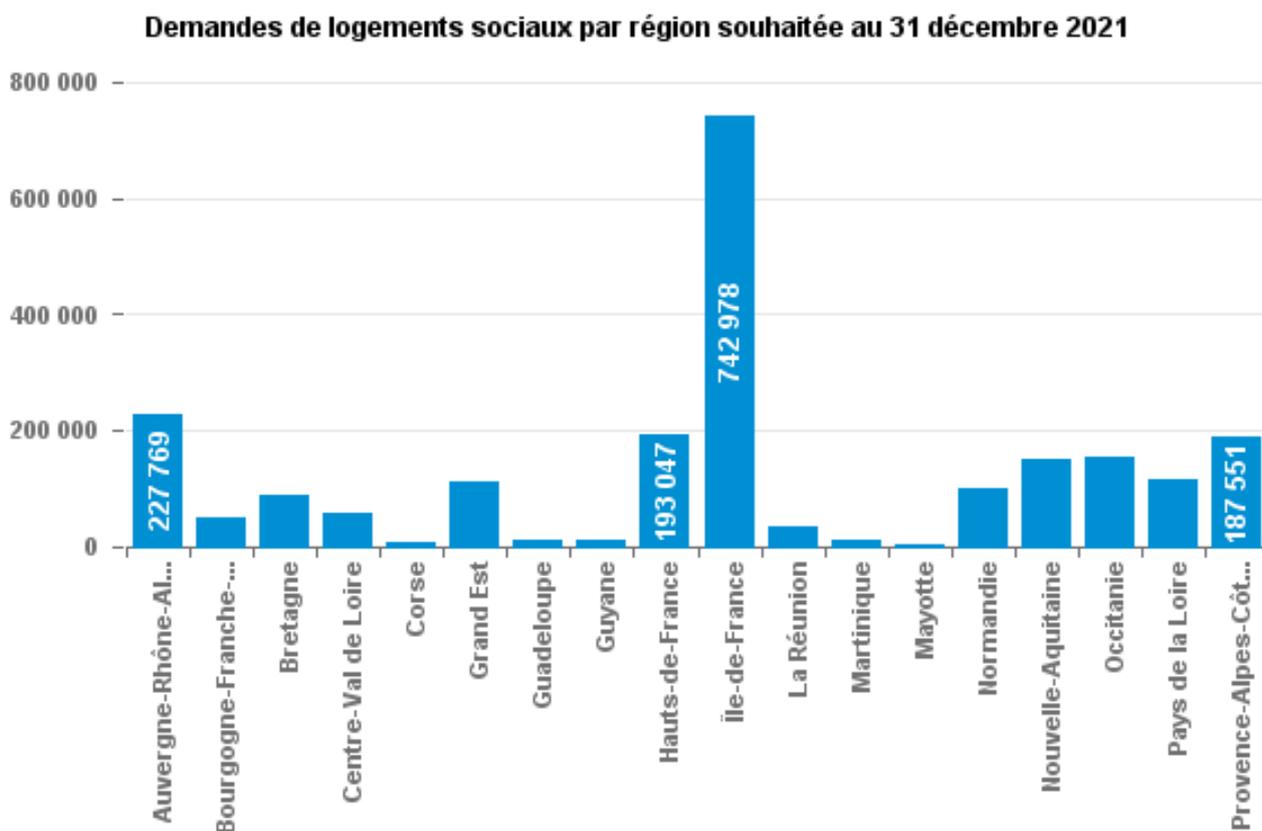
La même démarche a été initiée en janvier 2022 pour les attributions de l'année 2021. Outre 17 bailleurs qui n'ont pas fourni leur nombre de baux signés, il apparaît que 1 084 demandes n'ont pas encore été radiées pour attribution en 2021. Un travail est en cours avec les bailleurs volontaires pour régulariser la situation.

Dans ce contexte, les données utilisées pour ce bilan ont été exportées le 25 février 2022. Elles seront donc susceptibles d'évoluer au cours de l'année. À noter que l'extraction des données du bilan annuel SNE 2020 avait été réalisé à la même période (26 février 2021), ce qui assure ainsi une certaine continuité temporelle d'un bilan à l'autre.

2 Article R441-2-8 du CCH et Charte régionale unique adoptée lors du COPIL régional SNE du 26 novembre 2021

2. LA DEMANDE DE LOGEMENTS SOCIAUX AU 31 DÉCEMBRE 2021

2.1. Éléments de référence nationaux



Au niveau national, 2 257 503 demandes de logement social étaient actives au 31 décembre 2021, contre 2 150 279 au 31 décembre de l'année précédente (+5 %).

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur est la quatrième région comptant le plus de demandes actives en France (187 551), après l'Île-de-France (742 978), Auvergne-Rhône-Alpes (227 769), et les Hauts-de-France (193 047).

À l'échelle des départements, les Bouches-du-Rhône concentrent 89 516 demandes, ce qui fait d'eux le sixième département le plus demandé en France, après Paris (170 905 demandes), la Seine-Saint-Denis, les Hauts-de-Seine, le Nord et le Val-de-Marne. Les Alpes-Maritimes correspondent au dix-huitième département le plus demandé (40 649 demandes).

2.2.1. Après la pandémie, les demandes repartent à la hausse

Au 31 décembre 2021, le nombre total de demandes actives de logement social pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur s'élève à 187 551, contre 178 102 demandes un an auparavant, soit une augmentation de 5,3 %.

Seules les Hautes-Alpes enregistrent une diminution du nombre de leurs demandes d'une année à l'autre. À l'inverse, les Alpes-de-Haute-Provence connaissent l'augmentation la plus forte (+ 15,6%), suivies par le Vaucluse (+ 9,7%).

Les demandes de mutation, c'est-à-dire d'un logement social à un autre, représentent 27,6 % des demandes régionales. L'échelle départementale fait bien sûr, ici aussi, apparaître des nuances : la proportion de ces demandes est plus forte dans les Hautes-Alpes et le Vaucluse, et plus faible dans les Alpes-Maritimes et le Var.

| | Hors Mutation | Mutation | Somme |
|-----------------------------------|----------------|---------------|----------------|
| Alpes-de-Haute-Provence | 2 623 | 1 041 | 3 664 |
| Alpes-Maritimes | 31 831 | 8 818 | 40 649 |
| Bouches-du-Rhône | 63 075 | 26 441 | 89 516 |
| Hautes-Alpes | 1 778 | 902 | 2 680 |
| Var | 26 266 | 8 448 | 34 714 |
| Vaucluse | 10 284 | 6 044 | 16 328 |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 135 857 | 51 694 | 187 551 |

Les associations, quant à elles, ont déposé 214 demandes de logement social, soit 0,11 % des demandes.

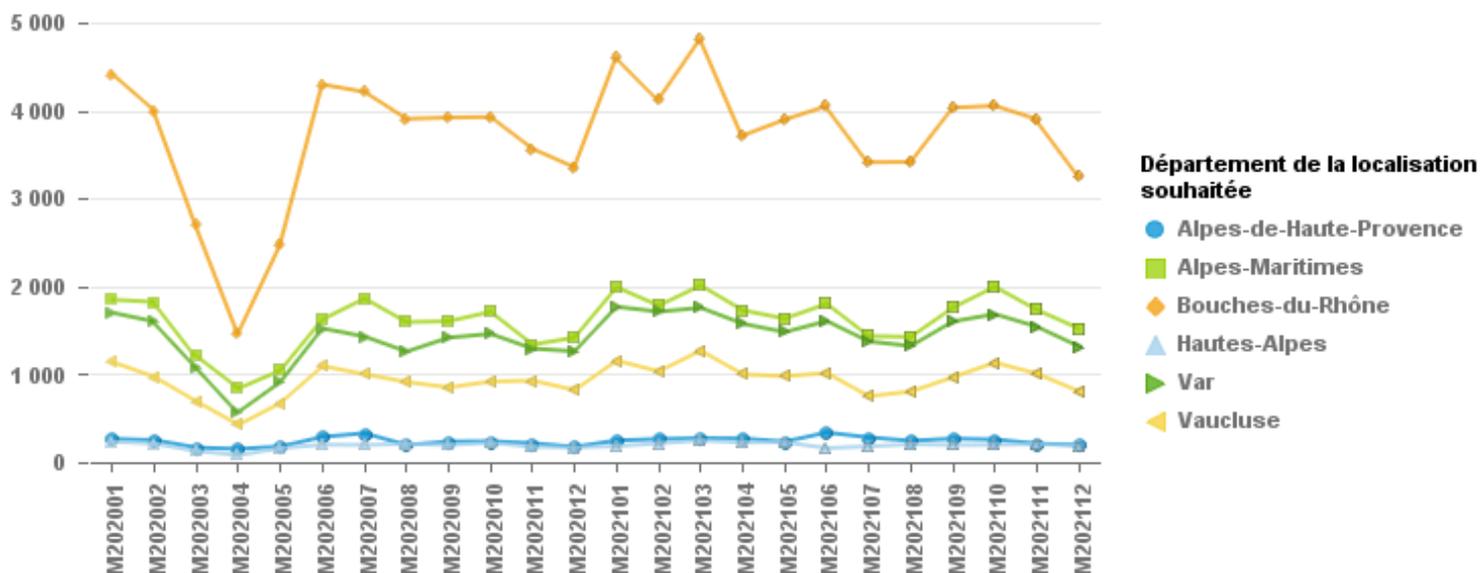
Des tendances observées depuis plusieurs années se maintiennent, à savoir :

- d'une part, la concentration de l'essentiel des demandes au niveau départemental sur les Bouches-du-Rhône (47,7 %), les Alpes-Maritimes (21,7 %) et le Var (18,5 %) ;
- d'autre part, à une échelle géographique plus fine, la concentration de 35 % de l'ensemble des demandes de la Région sur trois communes : Marseille (22,2 %), Nice (9,12 %) et Toulon (3,74 %).

2.2.2. Mensuellement, le dépôt des demandes retrouve une certaine stabilité mais se fait désormais majoritairement en ligne

Après une année 2020 marquée par la crise sanitaire qui a largement impacté le dépôt de demandes de logement social, l'année 2021 signe la reprise d'une certaine stabilité.

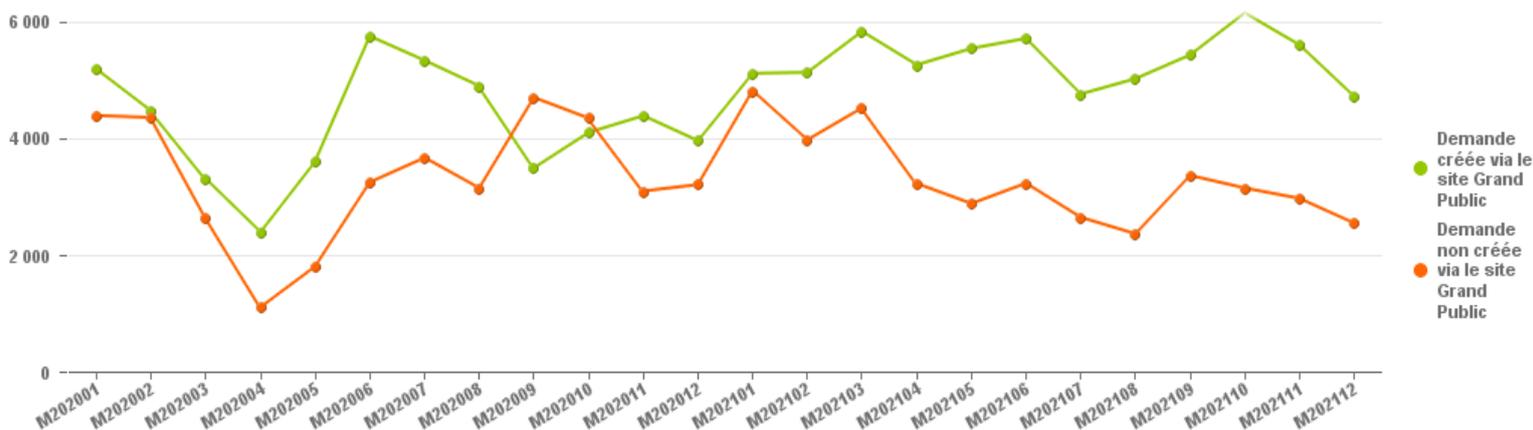
Demandes de logement social déposées par mois et par département



Toutefois, là où le dépôt des demandes se faisait majoritairement en dehors du site Portail Grand Public en 2018 (via les guichets enregistreurs), puis autant en dehors que via le site en 2019, l'année 2020 a marqué un tournant, rendant le dépôt de demandes majoritaire via le site national. L'année 2021 confirme la poursuite de cette évolution, là aussi, avec une stabilité plus affirmée, et 61,8 % des demandes déposées en ligne.

Cette tendance peut s'expliquer à la fois par les confinements successifs qui, en raison de la fermeture de nombreux guichets, ont initié de nouvelles habitudes, mais aussi par l'amélioration du Portail Grand Public et la multiplication des fonctionnalités et tutoriels.

Mode de dépôt des demandes de logement social par mois en 2020 et 2021



2.2.3. Des demandes de logement social d'une ancienneté moyenne régionale de 22 mois

L'ancienneté moyenne des demandes de logement social en Provence-Alpes-Côte d'Azur au 31 décembre 2021 est de 22 mois, en deçà de la moyenne nationale, et en diminution par rapport à l'année précédente (23 mois).

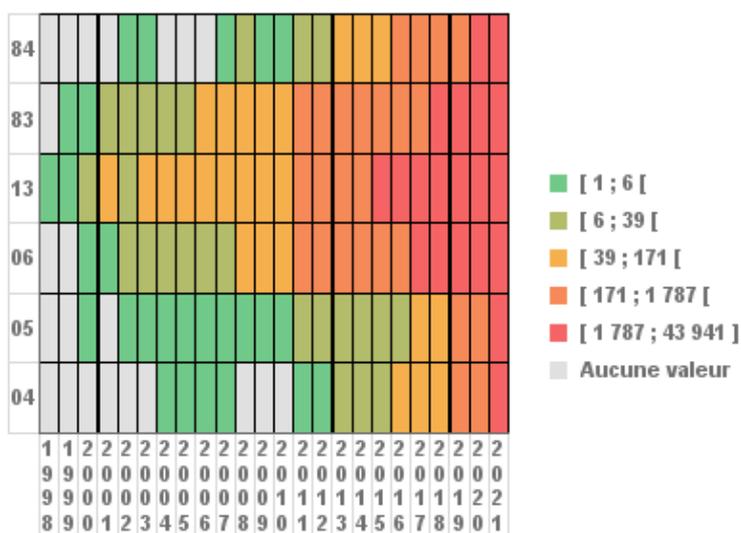
L'ensemble des départements a ainsi vu l'ancienneté moyenne des demandes soit stagner (13 et 84), soit diminuer (04 et 06), même s'il s'agit parfois d'une diminution localisée seulement sur les mutations (05) ou seulement sur les demandes hors mutations (83), ce qui a également impacté favorablement l'ancienneté moyenne.

À l'heure actuelle, l'ancienneté moyenne des demandes est plus importante pour les demandes en mutation dans l'ensemble de la région, à l'exception des Alpes-Maritimes qui connaissent des anciennetés moyennes similaires en mutation et hors mutation.

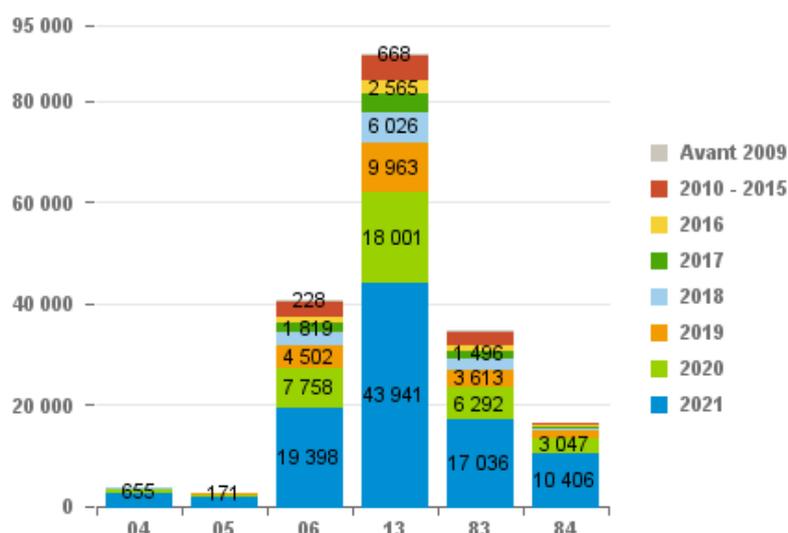
| | Ancienneté moyenne des demandes fin décembre 2021 en mois | Ancienneté moyenne des demandes fin décembre 2021 – Mutation | Ancienneté moyenne des demandes fin décembre 2021 – Hors mutation |
|----------------------------|---|--|---|
| Alpes-de-Haute-Provence | 13 | 15 | 12 |
| Alpes-Maritimes | 24 | 24 | 24 |
| Bouches-du-Rhône | 23 | 26 | 21 |
| Hautes-Alpes | 14 | 17 | 13 |
| Var | 25 | 29 | 24 |
| Vaucluse | 15 | 18 | 13 |
| Provence-Alpes Côte d'Azur | 22 | 25 | 22 |
| France | 23 | 26 | 21 |

À une échelle plus fine, les demandes en stock au 31 décembre 2021 se concentrent pour 50,7 % dans une ancienneté inférieure à un an. Celles-ci concernent majoritairement des ménages composés d'une à trois personnes, et ciblent des T2, T3, T4 puis T1.

Ancienneté des demandes selon le département souhaité

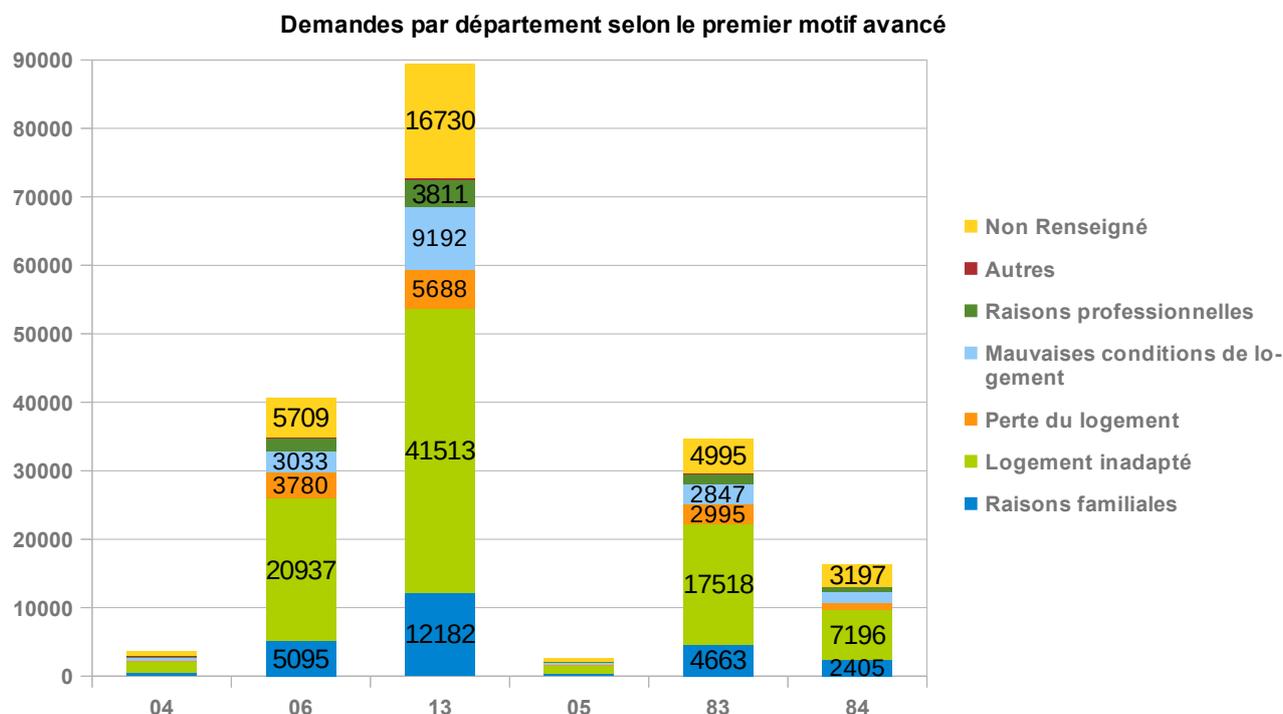


Année de dépôt de la demande de logement social par département



2.2.4. Les motifs invoqués prioritairement par les ménages concernant l'inadaptation de leur logement actuel, notamment en termes de coût

Plusieurs motifs peuvent être retenus pour apprécier le degré d'urgence d'une demande de logement social. Les justificatifs de situation devront être produits avant la présentation du dossier en commission³. Dans le cadre de cette analyse n'a été retenu que le premier motif invoqué dans la demande de logement social.



Raisons familiales

Logement éloigné de la famille, regroupement familial, divorce, séparation, décohabitation, violences familiales

Logement inadapté

Logement trop cher, trop grand, trop petit, inadapté au handicap

Perte du logement

Démolition, logement repris, en procédure d'expulsion

Mauvaises conditions de logement

Logement non décent, logement indigne

Raisons professionnelles

Logement éloigné du travail, mobilité professionnelle

Autres

Logement éloigné services

Non renseigné

En raison du passage au Cerfa V4 en février 2021, ne seront présentés ici que les motifs de cette version du Cerfa. Celle-ci ne répertorie notamment plus « sans logement ou hébergé » dans la liste des motifs de la demande, ce qui impacte certaines données (notamment le motif « Non renseigné », largement revu à la hausse). En parallèle, les groupes de motifs ont été modifiés par rapport au bilan précédent. L'ensemble de ces raisons entrave une comparaison avec l'année précédente.

Les motifs correspondant à la catégorie « Logement inadapté » comptent pour 48 % des motifs invoqués au niveau régional. 13,5 % concernent les raisons familiales, et 9,1 % des mauvaises conditions de logement.

³ La liste des justificatifs à fournir est disponible via <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F10007>.

Si l'on sort de la typologie explicitée ci-avant pour ne retenir que le premier motif littéral avancé, les motifs les plus récurrents au niveau régional au 31 décembre 2021 sont, dans l'ordre décroissant :

- « logement trop cher » : 35 596 demandes, soit 19 % des demandes régionales, que l'on retrouve dans les proportions les plus fortes dans le 13 puis le 06 ;
- « logement trop petit » pour 30 553 demandes, soit 16,3 %, surtout dans le 13 puis le 06 ;
- et « inadapté handicap » pour 21 050 demandes, soit 11,22 %, presque pour moitié localisées dans les Bouches-du-Rhône (46%), puis dans le Var (21,4%).

La hiérarchie de ces motifs varient selon les demandes en mutation ou hors mutation.

En effet, les demandes hors mutation avancent pour motif premier, dans l'ordre décroissant :

- logement trop cher,
- logement trop petit,
- logement inadapté au handicap,
- logement repris,
- divorce, séparation.

Les demandes en mutation, c'est-à-dire émanant de personnes déjà locataires du parc social, évoquent quant à elles :

- logement trop petit ,
- logement inadapté au handicap,
- logement trop cher,
- logement non décent,
- logement indigne.

Nombre de demandes et proportion des 5 motifs les plus évoqués hors et en mutation

| Motif n°1 – Hors mutation | Nombre de demandes | Pourcentage des demandes totales hors mutation |
|---------------------------|--------------------|--|
| Logement trop cher | 31 037 | 22,85% |
| Non Renseigné | 21 625 | 15,92% |
| Logement trop petit | 18 307 | 13,48% |
| Inadapté handicap | 10 818 | 7,96% |
| Logement repris | 10 141 | 7,46% |
| Divorce, séparation | 9 609 | 7,07% |

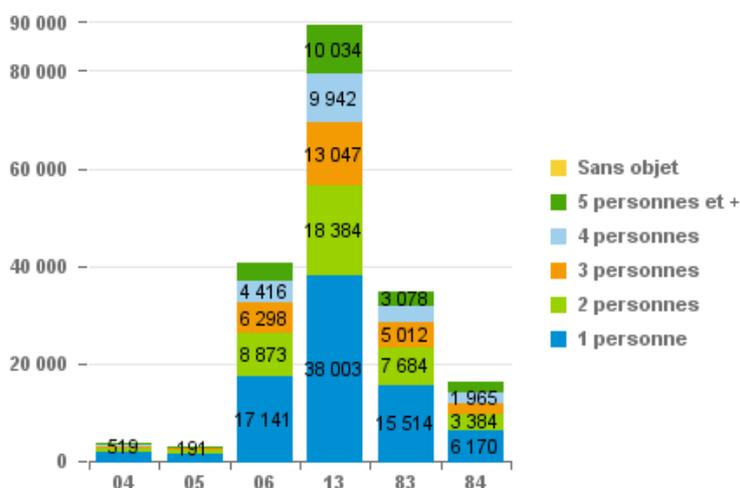
| Motif n°1 – Mutation | Nombre de demandes | Pourcentage des demandes totales en mutation |
|----------------------|--------------------|--|
| Logement trop petit | 12 246 | 23,69% |
| Inadapté handicap | 10 232 | 19,79% |
| Non Renseigné | 5 484 | 10,61% |
| Logement trop cher | 4 559 | 8,82% |
| Logement non décent | 2 470 | 4,78% |
| Logement indigne | 2 451 | 4,74% |

2.2.5. Toujours de nombreuses demandes faites par des petites cellules familiales, majoritairement locataires ou propriétaires du parc privé

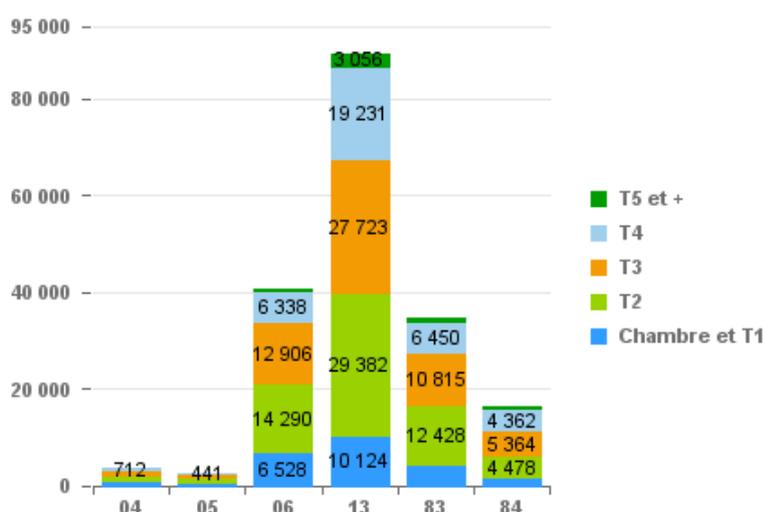
Tant à l'échelle régionale que départementale, plus le nombre de personnes composant le ménage est important, plus le nombre de demandes de logement social diminue.

Autrement dit, les demandes émanent principalement de ménages composés d'une personne (42,6 % en Provence-Alpes-Côte d'Azur), puis de deux personnes (21,16 %), puis de trois personnes (14,7 %). Dans les Hautes-Alpes plus particulièrement, les ménages composés d'une personne représentent plus de la moitié (53,1 %) des demandes en stock.

Demandes de logement social selon la taille des ménages par département



Types de logements recherchés par département



Les ménages d'une personne comprennent une femme dans 51,5 % des cas.

La tranche d'âge la plus répandue chez les demandeurs seuls est celle des 55-64 ans (20,4 %), puis des 25-34 ans (20 %).

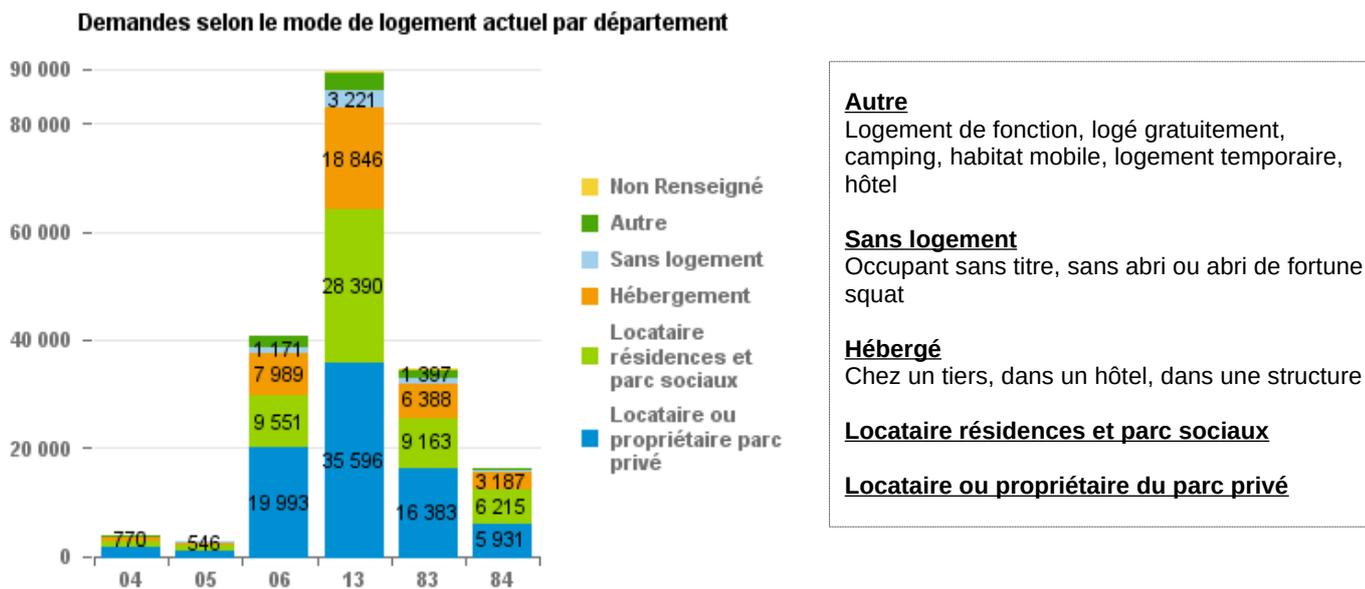
Les demandeurs souhaitent prioritairement des T2 (33,5 %), puis des T3 (31,3 %), T4 (20 %) et T1 (11,6 %). Bien sûr, les anciennetés moyennes des demandes précédemment évoquées varient en fonction de la typologie souhaitée.

Ancienneté moyenne des demandes de logement social au 31/12/2021 par département en fonction de la typologie souhaitée (en mois)

| | Chambre | T1 | T2 | T3 | T4 | T5 | T6 ou plus |
|----------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Alpes-de-Haute-Provence | 9,81 | 11,51 | 14,85 | 13,00 | 14,24 | 9,02 | |
| Alpes-Maritimes | 22,08 | 21,54 | 24,79 | 24,69 | 28,01 | 25,18 | 28,87 |
| Bouches-du-Rhône | 17,24 | 18,88 | 22,69 | 22,48 | 26,19 | 25,98 | 20,03 |
| Hautes-Alpes | 5,12 | 13,95 | 16,32 | 15,07 | 11,77 | 13,12 | 5,00 |
| Var | 25,13 | 22,10 | 26,63 | 24,59 | 26,99 | 25,31 | 16,22 |
| Vaucluse | 16,09 | 11,86 | 13,98 | 14,16 | 17,57 | 18,53 | 11,38 |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 19,20 | 19,56 | 23,08 | 22,31 | 25,24 | 24,21 | 18,60 |

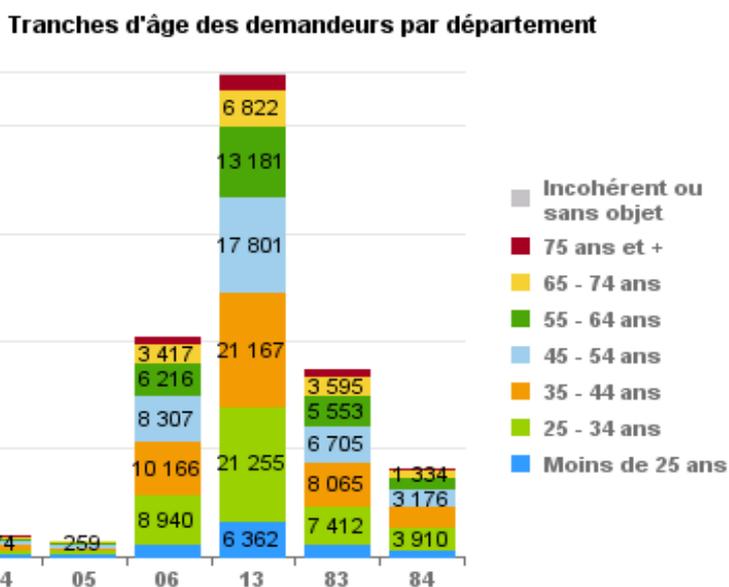
A l'échelle régionale, 43 % des demandeurs de logement social sont locataires ou propriétaires du parc privé ; 29,5 % locataires d'une résidence sociale ou du parc social ; 20,1 % hébergés ; 3,1 % sans logement⁴.

A noter que le Vaucluse totalise moins de demandeurs résidant dans le parc privé que de demandeurs résidant dans le parc social et les résidences sociales.



Sur la région, un quart (27,6 %) des demandes sont faites par des personnes déjà intégrées au parc social. Cette proportion reste similaire à celles observées ces cinq dernières années, quoiqu'en très légère augmentation.

2.2.6. Les femmes et les 25-44 ans surreprésentés parmi les demandeurs



58,2 % des demandes actives en Provence-Alpes-Côte d'Azur au 31 décembre 2021 ont été faites par des femmes. Au niveau départemental, cette donnée oscille entre 55,8 % des demandes (Vaucluse) et 62,7 % (Alpes-de-Haute-Provence). Elles restent donc surreprésentées chez les demandeurs de logement social, au regard de leur poids dans la population régionale (52%).

78,7 % des demandeurs de logement social de la région sont de nationalité française ; 17 % sont issus de pays hors Union Européenne et 4,16 % sont issus de l'Union Européenne.

Les tranches d'âge des demandeurs sont, quant à elles, concentrées autour des 35-44 ans (23,9 %), puis des 25-34 ans (22,9 %).

⁴ N'est pris en compte ici que le premier mode de logement actuel indiqué dans la demande de logement social.

2.2.7. Des besoins en lien avec le handicap suite à un logement inadapté, à la fois exprimés par les demandeurs du parc privé et par ceux du parc social

13 741 demandes mettent en avant un handicap évolutif pour 9 525 demandeurs ; stabilisé pour 4 216 demandeurs (2,2%).

16 606 demandes de logement social (8,9%) concernent des logements adaptés.

Pour rappel, 21 050 demandes déclarent pour premier motif un logement actuel inadapté au handicap (11,2 % des demandes).

Si, hors mutation, ce motif représente 8 % des demandes (10 818), le logement inadapté au handicap ressort en tant que deuxième « premier motif » le plus évoqué pour les demandes de mutation (10 232, soit 19,8 % des demandes de mutation).

Les besoins d'équipements spécifiques dans les logements visent tout d'abord l'ascenseur (36,3 % des 23 999 demandes exprimant un besoin d'équipement spécifique), suivi d'une douche sans seuil (22,8 %) et d'une place de stationnement accessible et de largeur adaptée de 3m30 (15,5 %)⁵.

| Equipement nécessaire | Nombre de demandes | Pourcentage |
|--|--------------------|----------------|
| Ascenseur | 8 694 | 36,23% |
| Douche sans seuil | 5 463 | 22,76% |
| Place de stationnement accessible et de largeur adaptée (3m30) | 3 725 | 15,52% |
| Baignoire adaptée | 2 591 | 10,80% |
| WC avec espace de transfert | 2 143 | 8,93% |
| Chambre avec une tierce personne (aide à domicile, aide soignante, veille de nuit) | 1 383 | 5,76% |
| Somme : | 23 999 | 100,00% |

Les pouvoirs publics ont bien pris conscience de l'enjeu de l'adaptation des logements sociaux aux personnes handicapées.

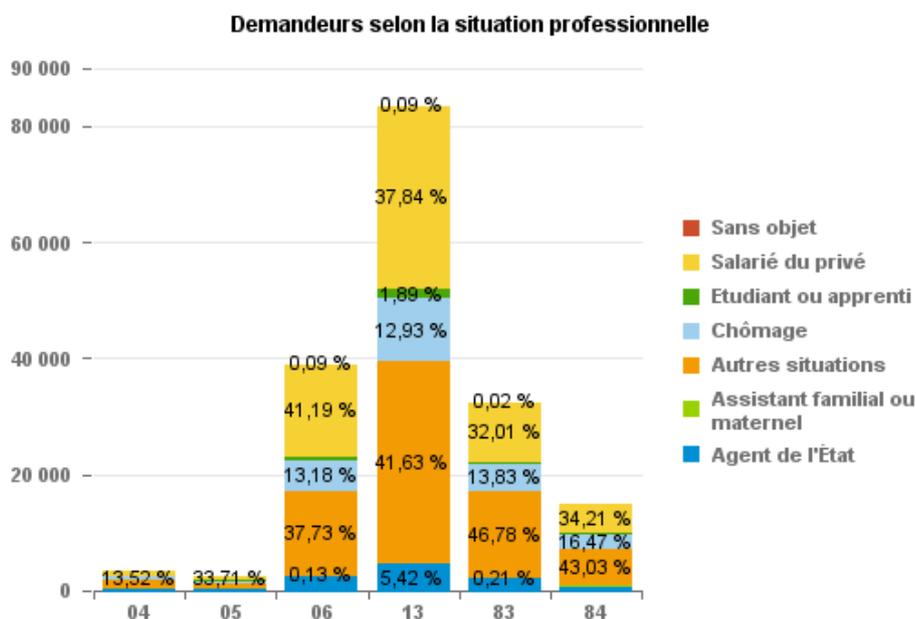
Publiée le 22 février 2022, la loi 3DS clarifie notamment le statut de l'habitat inclusif, qui sera désormais pris en compte par les Plans Locaux d'Habitat (PLH). Elle autorise également les organismes HLM à louer des logements sociaux aux porteurs de projet d'habitat inclusif.

En outre, un nouveau critère de labellisation Droit au logement opposable (DALO) a été créé à destination des personnes occupant un logement non adapté au handicap ([article L.441-2-3 du Code de la Construction et de l'Habitat](#)).

Au niveau régional, la DREAL Provence-Alpes-Côte d'Azur pilote actuellement une étude sur l'accès et le maintien dans le logement social des seniors et des personnes en situation de handicap afin d'apporter de la connaissance sur la situation concernant le parc social, les demandes et les attributions de logements sociaux, d'identifier les freins et de rechercher des pistes d'actions. Elle sera publiée en septembre 2022.

5 Ces besoins peuvent être isolés ou cumulatifs, selon les demandes.

2.2.8. Des demandeurs avec des situations professionnelles apparemment hétéroclites, malgré une forte représentation des revenus inférieurs au PLAI



La mise en place du Cerfa V4 a également changé les classifications professionnelles, désormais regroupées dans les classes exprimées ci-contre.

(Autres situations : commerçant, artisan, commerçant..)

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, la majorité des demandeurs sont ainsi regroupés dans la catégorie « autres situations » (44,71%), majorité que l'on retrouve tous les départements.

34,6 % des demandeurs sont salariés du privé ; 13,5 % au chômage.

Les revenus mensuels des foyers demandeurs se situent d'abord dans la tranche 1 000-1 499€ (24,4%), puis celle comprise entre 500 et 999€ (20,6%), puis entre 1 500 et 1 999€ (19,9%).

Les logements sociaux se divisent en plusieurs catégories, selon le type de prêt ayant servi à son financement. Pour chaque programme, une convention signée avec l'État définit l'encadrement des loyers mais aussi les plafonds de ressources des futurs locataires, selon les revenus fiscaux de référence, le nombre de personnes composant le ménage, et la future zone d'habitation⁶.

| | =< PLAI | > PLAI et =< PLUS | > PLUS et =<PLS | > PLS | Non saisie | Somme |
|-----------------------------------|----------------|-------------------|-----------------|--------------|--------------|----------------|
| Alpes-de-Haute-Provence | 2 709 | 676 | 111 | 55 | 104 | 3 655 |
| Alpes-Maritimes | 27 579 | 8 603 | 1 882 | 924 | 1 621 | 40 609 |
| Bouches-du-Rhône | 64 748 | 15 740 | 3 093 | 1 475 | 4 354 | 89 410 |
| Hautes-Alpes | 1 710 | 571 | 124 | 43 | 225 | 2 673 |
| Var | 24 256 | 7 022 | 1 287 | 663 | 1 478 | 34 706 |
| Vaucluse | 12 838 | 2 600 | 380 | 179 | 287 | 16 284 |
| Provence-Alpes Côte d'Azur | 133 840 | 35 212 | 6 877 | 3 339 | 8 069 | 187 337 |

Les associations ne sont pas comprises dans le tableau ci-dessus.

Concernant les plafonds de ressources par rapport à la localisation souhaitée, 71,4 % des demandeurs de la région ont des revenus inférieurs ou égaux au Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI), et 18,8 % entre le PLAI et le Prêt locatif à usage social (PLUS). Ces données sont à relativiser en raison d'une non-saisie de 4,3 %.

6 Tous les détails sur <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F869> .

2.2.9. Des demandeurs très souvent originaires du même EPCI

Origine géographique des ménages demandeurs d'un logement social en 2021 en Provence-Alpes-Côte d'Azur en fonction de la localisation souhaitée

| Département de la localisation souhaitée : | Ménage résidant dans une autre région que celle de la première localisation souhaitée de la demande de logement social | | Ménage résidant dans la même région que celle de la première localisation souhaitée de la demande de logement social | | | | Somme |
|--|--|-----------|--|------------|------------------|----------------|----------------|
| | Autre département | | Autre département | | Même département | | |
| | Autre EPCI | Même EPCI | Autre EPCI | Même EPCI | Autre EPCI | Même EPCI | |
| Alpes de Haute-Provence | 248 | 0 | 377 | 32 | 421 | 2 586 | 3 664 |
| Alpes-Maritimes | 2 878 | 0 | 906 | 0 | 3 381 | 33 484 | 40 649 |
| Bouches-du-Rhône | 4 798 | 0 | 2 275 | 158 | 810 | 81 475 | 89 516 |
| Hautes-Alpes | 219 | 0 | 249 | 10 | 363 | 1 839 | 2 680 |
| Var | 2 397 | 0 | 1 310 | 61 | 3 079 | 27 867 | 34 714 |
| Vaucluse | 1 185 | 90 | 682 | 83 | 2 232 | 12 056 | 16 328 |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 11 725 | 90 | 5 799 | 344 | 10 286 | 159 307 | 187 551 |

Entre l'EPCI du logement actuel du demandeur et la première localisation souhaitée dans la demande de logement social, il apparaît, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, que :

- 85 % souhaitent rester dans l'EPCI au sein duquel ils résident, phénomène particulièrement observé dans les métropoles Aix-Marseille-Provence (77 499, soit 92 % des demandeurs de l'EPCI), Nice Côte d'Azur (20 043, soit 87 % des demandeurs) et Toulon-Provence-Méditerranée (14 854, 85 % des demandeurs) ;

- 5,5 % souhaitent changer d'EPCI tout en restant dans le même département. Les habitants actuels des Communautés de Communes Alpes d'Azur (64 % des demandeurs) et Ventoux Sud (60 % des demandeurs) sont dans ce cas. En nombre, les habitants des métropoles Nice Côte d'Azur (1 093 demandeurs) et Toulon-Provence-Méditerranée (877) sont en tête.

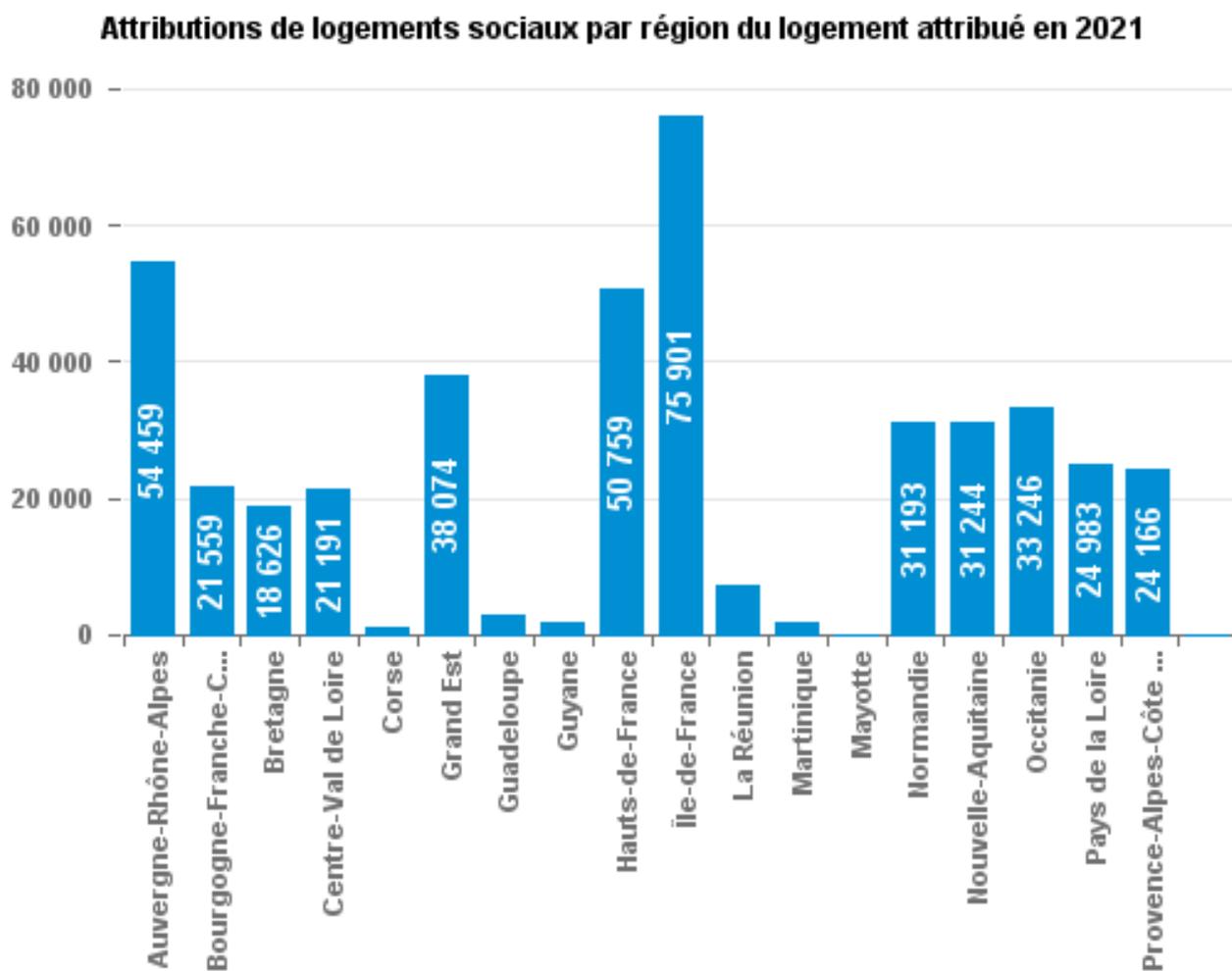
En termes de proportions, globalement, les localisations souhaitées les plus ciblées dans ce cas sont les Communautés de Communes Serre-Ponçon Val d'avance (48,8 % des demandeurs de l'EPCI) et Jabron-Lure-Vançon-Durance (43%), bien que cela ne représente qu'une quarantaine ou trentaine de demandeurs. En nombres, ce sont les EPCI de Sophia Antipolis (1 016), et les métropoles Nice Côte d'Azur (998) et Toulon-Provence-Méditerranée (930) qui sont les localisations souhaitées les plus concernées par ces demandeurs qui souhaitent changer d'EPCI. ;

- 3,09 % souhaitent rester dans la région, tout en changeant d'EPCI et de département, ceux résidant à Aix-Marseille-Provence en tête (1 953 ménages) ;

- 6,3 % des demandeurs ne logent pas dans la région mais souhaitent y obtenir un logement social, notamment 2 491 demandeurs d'Île-de-France, de 2 210 demandeurs de Rhône-Alpes, et de 2 091 demandeurs d'Occitanie. En outre, 90 demandes concernent un EPCI interrégional.

3. LES ATTRIBUTIONS DE LOGEMENTS SOCIAUX EN 2021

3.1. Éléments de référence nationaux



En 2021, 439 687 attributions ont été réalisées en France, soit une hausse de 14,4 % par rapport à l'année précédente (384 235), particulièrement impactée par la crise sanitaire. Ce volume d'attributions n'est toutefois pas équivalent à celui connu avant le COVID, en 2019 (449 049).

Les régions dénombant le plus d'attributions en 2021 sont, par ordre décroissant, l'Île-de-France (75 901), Auvergne-Rhône-Alpes (54 459), et les Hauts-de-France (50 759).

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur est la neuvième dans ce classement (24 166).

Au niveau départemental, les attributions les plus nombreuses en 2021 interviennent dans le Nord (23 069), la Seine-Maritime (14 664) et le Pas-de-Calais (13 021). Les Bouches-du-Rhône constituent le septième département de cette liste décroissante avec 10 889 attributions.

3.2.1. Après deux années consécutives de baisse des attributions, la reprise

En 2021, 24 166 logements sociaux ont été attribués en Provence-Alpes-Côte d'Azur, soit une augmentation de 13,1 % par rapport à l'année précédente, un peu en deçà de l'évolution nationale.

Bien que le Vaucluse et les Alpes-de-Haute-Provence aient enregistré moins d'attributions en 2021 qu'en 2020, d'autres départements ont connu une évolution forte (+25 % dans les Alpes-Maritimes) ou très forte (+84 % dans les Hautes-Alpes).

Ces évolutions peuvent s'expliquer à la fois par des attributions plus ou moins nombreuses, en 2020 (contexte sanitaire) et 2021, mais aussi par des retards de saisie des attributions par les bailleurs sociaux dans le SNE sur certains territoires.

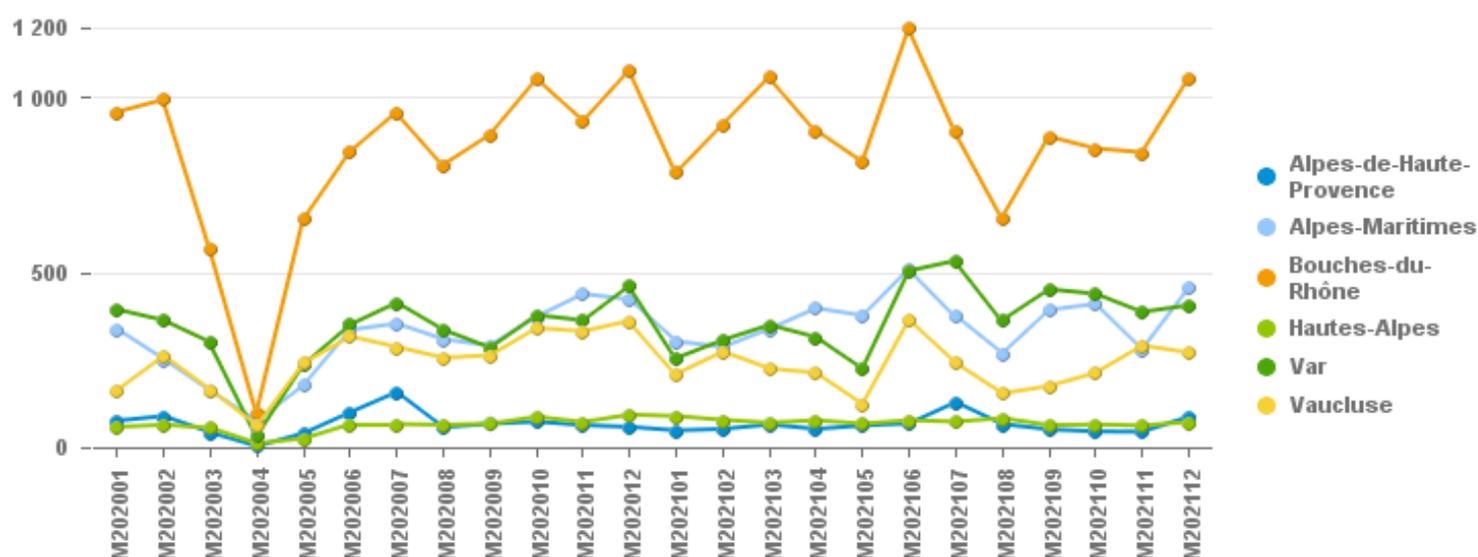
| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|-----------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Alpes-de-Haute-Provence | 851 | 722 | 745 | 822 | 912 | 1 146 | 813 | 757 |
| Alpes-Maritimes | 3 575 | 3 992 | 3 610 | 3 520 | 3 948 | 3 922 | 3 492 | 4 388 |
| Bouches-du-Rhône | 9 612 | 10 462 | 10 664 | 11 746 | 10 874 | 10 572 | 9 698 | 10 889 |
| Hautes-Alpes | 874 | 929 | 807 | 795 | 933 | 729 | 470 | 864 |
| Var | 3 555 | 3 578 | 4 075 | 4 707 | 4 164 | 4 200 | 3 880 | 4 526 |
| Vaucluse | 2 611 | 2 858 | 2 825 | 2 917 | 3 093 | 2 981 | 3 004 | 2 742 |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 21 078 | 22 541 | 22 726 | 24 507 | 23 924 | 23 550 | 21 357 | 24 166 |

Les communes où les attributions ont été les plus nombreuses sont : Marseille (4 188), Nice (1 562), Toulon (943), où le nombre de demandes est également le plus élevé.

Par ailleurs, 250 attributions (1,03 % des attributions totales) concernent des associations.

3.2.2. Mensuellement, le retour d'une stabilité des attributions

Attributions de logements sociaux par mois et par département en 2020 et 2021



Une stabilité relative des attributions s'observe en 2021, notamment par rapport à l'année précédente, davantage impactée par la crise sanitaire.

3.2.3. Un délai d'attribution régional moyen de 20 mois

Comme pour les attributions 2020, le délai moyen d'attribution est de 20 mois en Provence-Alpes-Côte d'Azur, soit 4 mois de plus que la moyenne nationale (16).

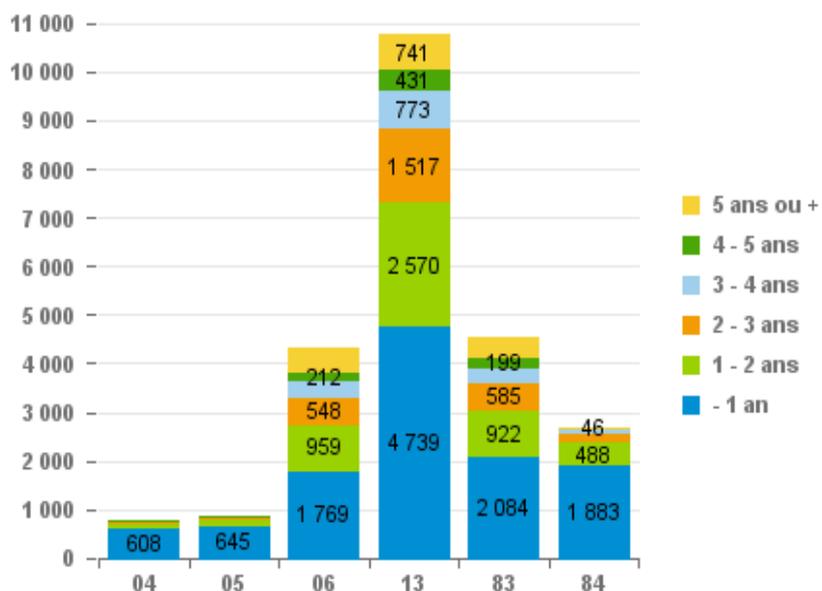
Pour rappel, les attributions ne concernent qu'une année (2021), là où les demandes concernent l'ensemble des années jusqu'au 31 décembre 2021. Il n'est donc pas surprenant que les demandes de logement social au niveau régional connaissent une ancienneté moyenne de 22 mois, et que le délai moyen d'attribution soit de 20 mois seulement. En effet, les plages des demandes sont à la fois plus étendues et plus nombreuses, ce qui influence la moyenne, surtout en comparant avec des attributions moins nombreuses et sur une seule année.

| | Délai d'attribution moyen en 2021 (en mois) | Délai d'attribution moyen mutation 2021 (en mois) | Délai d'attribution moyen hors mutation 2021 (en mois) |
|----------------------------|---|---|--|
| Alpes-de-Haute-Provence | 7 | 10 | 6 |
| Alpes-Maritimes | 25 | 22 | 26 |
| Bouches-du-Rhône | 21 | 22 | 21 |
| Hautes-Alpes | 10 | 14 | 8 |
| Var | 23 | 24 | 23 |
| Vaucluse | 11 | 14 | 9 |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 20 | 21 | 20 |
| France | 16 | 18 | 15 |

Les départements ruraux présentent les délais d'attribution les plus courts, suivis du Vaucluse. Les autres départements ont un délai moyen environ deux fois plus important, mais concentrent, pour rappel, un nombre de demandes plus élevé.

À noter que les délais moyens d'attribution sont plus longs en mutation, sauf pour les Alpes-Maritimes.

Tranches du délai des attributions 2021 par département



49 % des personnes ayant bénéficié d'une attribution en 2021 l'ont obtenue en moins d'un an.

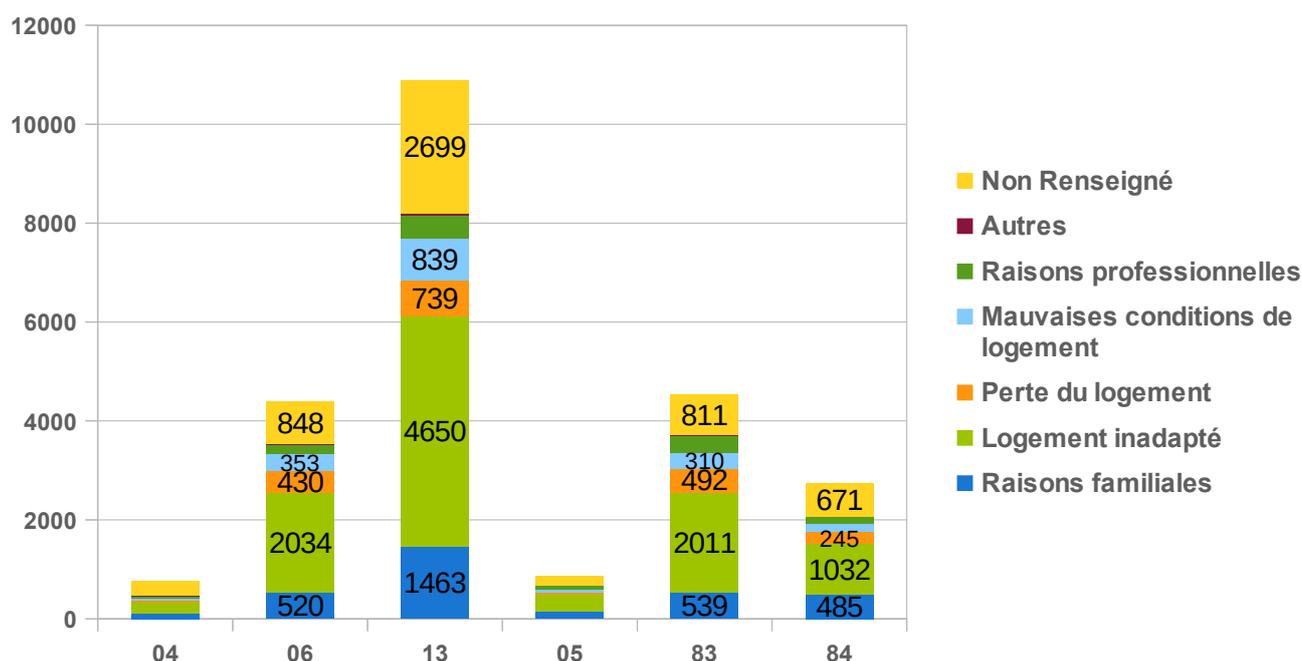
21,5 % ont attendu entre un et deux ans.

12,2 % ont patienté entre deux et trois ans.

3.2.4. Les attributions concernent surtout des motifs liés à l'inadaptation du logement

Toujours selon la même classification du premier motif invoqué dans la demande de logement social (explicitée ci-après pour rappel), 42,6 % des attributions 2021 en Provence-Alpes-Côte d'Azur concernent des demandes ayant déclaré un premier motif concernant l'inadaptation du logement (taille, coût, handicap) ; puis concernant des raisons familiales (13,5%) et la perte du logement (8,3%).

Attributions 2021 selon le premier motif déclaré de la demande



Raisons familiales

Logement éloigné de la famille, regroupement familial, divorce, séparation, décohabitation, violences familiales

Logement inadapté

Logement trop cher, trop grand, trop petit, inadapté au handicap

Perte du logement

Démolition, logement repris, en procédure d'expulsion

Mauvaises conditions de logement

Logement non décent, logement indigne

Raisons professionnelles

Logement éloigné du travail, mobilité professionnelle

Autres

Logement éloigné services

Non renseigné

Plus finement, si l'on sort de la typologie explicitée ci-dessus pour ne retenir que le premier motif littéral avancé via le Cerfa V4, les motifs les plus récurrents des demandeurs ayant bénéficié d'un logement social en 2021 en Provence-Alpes-Côte d'Azur sont, par ordre décroissant :

- « logement trop petit » pour 4 649 attributions, soit 19,2 % des attributions ;
- « logement trop cher » pour 3 454 attributions, soit 14,3 % des attributions ;
- « inadapté handicap » pour 1 947 attributions, soit 8,06 % des attributions.

Pour rappel, le Cerfa V4 ne répertorie plus « sans logement ou hébergé » dans la liste des motifs de la demande. Ce changement bouleverse donc les proportions de chaque motif (notamment le motif « Non renseigné » largement revu à la hausse), et rend une comparaison avec l'année précédente assez difficile.

Distinguer les attributions en mutation et hors mutation introduit ici aussi davantage de nuance.

Les attributions hors mutation l'ont été à des demandeurs qui avançaient pour motif premier :

- logement trop petit ,
- logement trop cher,
- sans logement propre (demandes antérieures à la V4),
- logement repris,
- divorce, séparation,
- inadapté handicap.

Les attributions en mutation, c'est-à-dire d'un logement social à un autre, concernaient des demandes qui évoquaient prioritairement :

- un logement trop petit ;
- un logement inadapté au handicap ;
- un logement trop cher ;
- un logement indigne ;
- un logement trop grand.

Nombre d'attribution et proportion des 6 motifs les plus évoqués hors et en mutation

| Motif n°1 – Hors mutation | Nombre d'attributions | Pourcentage des attributions totales hors mutation |
|---------------------------|-----------------------|--|
| Logement trop petit | 3 059 | 16,24% |
| Logement trop cher | 3 054 | 16,21% |
| Non Renseigné | 2 746 | 14,57% |
| Sans logement propre | 1 529 | 8,11% |
| Logement repris | 1 449 | 7,69% |
| Divorce, séparation | 1 434 | 7,61% |
| Inadapté handicap | 1 153 | 6,12% |

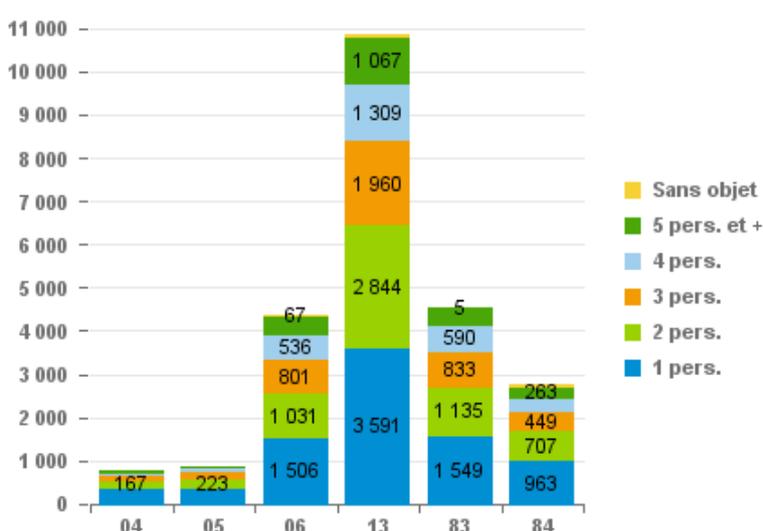
| Motif n°1 – Mutation | Nombre d'attributions | Pourcentage des attributions totales en mutation |
|----------------------|-----------------------|--|
| Logement trop petit | 1 590 | 29,86% |
| Inadapté handicap | 794 | 14,91% |
| Non Renseigné | 483 | 9,07% |
| Logement trop cher | 400 | 7,51% |
| Logement indigne | 206 | 3,87% |
| Démolition | 196 | 3,68% |
| Logement trop grand | 189 | 3,55% |

3.2.5. Des attributions de T3 puis T2 puis T4 majoritairement à des ménages composés de peu de personnes, souvent issues du parc privé

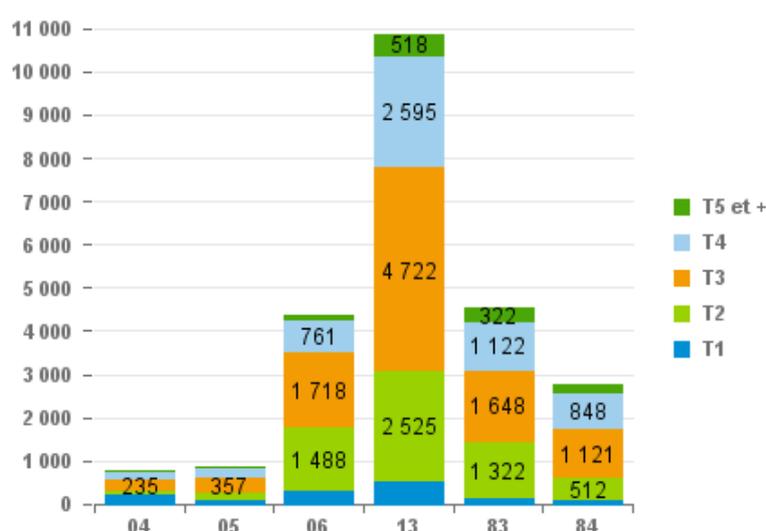
Comme pour les demandes, plus le ménage comporte un nombre élevé de personnes, plus le nombre d'attributions diminue, à l'échelle de la région mais aussi de l'ensemble des départements. Cette tendance se vérifie encore en 2021 : la plupart des ménages attributaires d'un logement social en 2021 dans la région se composait d'une (34,3 %), de deux (25,3 %) ou de trois (17,9 %) personnes.

Les ménages composés d'une seule personne correspondent à un homme dans 51 % des cas ; d'abord à des personnes âgées de 25 à 34 ans (22,3 %) ; puis de 55 à 64 ans (17,7 %) et de 45 à 54 ans (17,1 %).

Attributions 2021 selon la taille du ménage par département



Types de logements attribués en 2021 par département



Les logements attribués, quant à eux, sont majoritairement des T3 (40,6 %), puis des T2 (25,3 %) et des T4 (23,8 %). Là aussi, les délais moyens d'attribution varient en fonction des départements et des typologies.

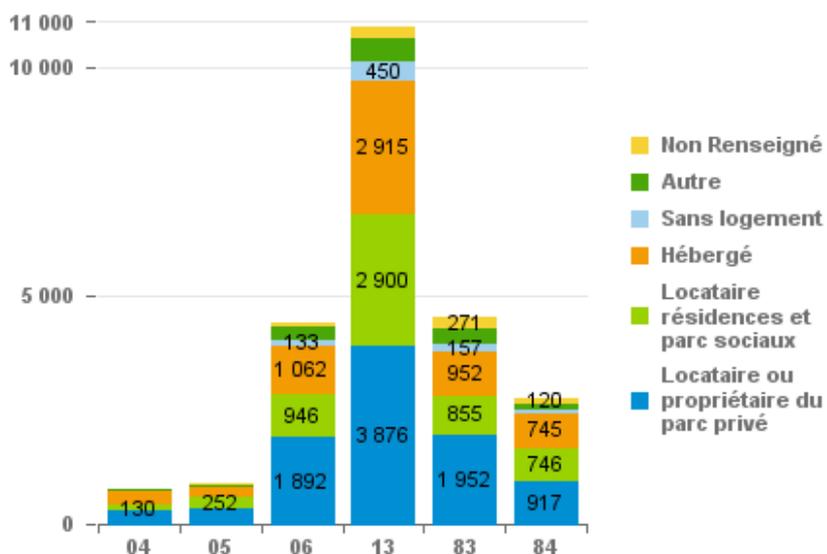
Délai moyen des attributions 2021 par département en fonction de la typologie attribuée (en mois)

| | T1 | T2 | T3 | T4 | T5 | T6 | T7 |
|----------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Alpes-de-Haute-Provence | 2,36 | 11,66 | 8,69 | 9,43 | 7,06 | | |
| Alpes-Maritimes | 22,11 | 23,91 | 23,81 | 32,03 | 28,90 | 42,16 | 7,18 |
| Bouches-du-Rhône | 15,26 | 21,61 | 20,00 | 24,89 | 27,55 | 24,92 | 16,56 |
| Hautes-Alpes | 5,70 | 13,84 | 9,71 | 8,89 | 7,51 | 3,64 | |
| Var | 22,53 | 25,36 | 20,96 | 24,36 | 24,10 | 8,88 | |
| Vaucluse | 7,42 | 11,02 | 9,73 | 12,05 | 16,43 | 15,65 | |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 14,47 | 21,70 | 19,01 | 22,68 | 23,80 | 21,02 | 11,87 |

Avant d'accéder à un logement social en 2021, toujours selon le premier mode de logement déclaré seulement :

- 38,1 % des attributaires étaient locataires ou propriétaires du parc privé ;
- 25,7 % hébergés (15 % chez les parents ou les enfants) ;
- 24,1 % locataires du parc social ou d'une résidence sociale.

Attributions 2021 selon le mode de logement précédent par département



Autre

Logement de fonction, logé gratuitement, camping, habitat mobile, logement temporaire, hôtel

Sans logement

Occupant sans titre, sans abri ou abri de fortune, squat

Hébergé

Chez un tiers, dans un hôtel, dans une structure

Locataire résidences et parc sociaux

Locataire ou propriétaire du parc privé

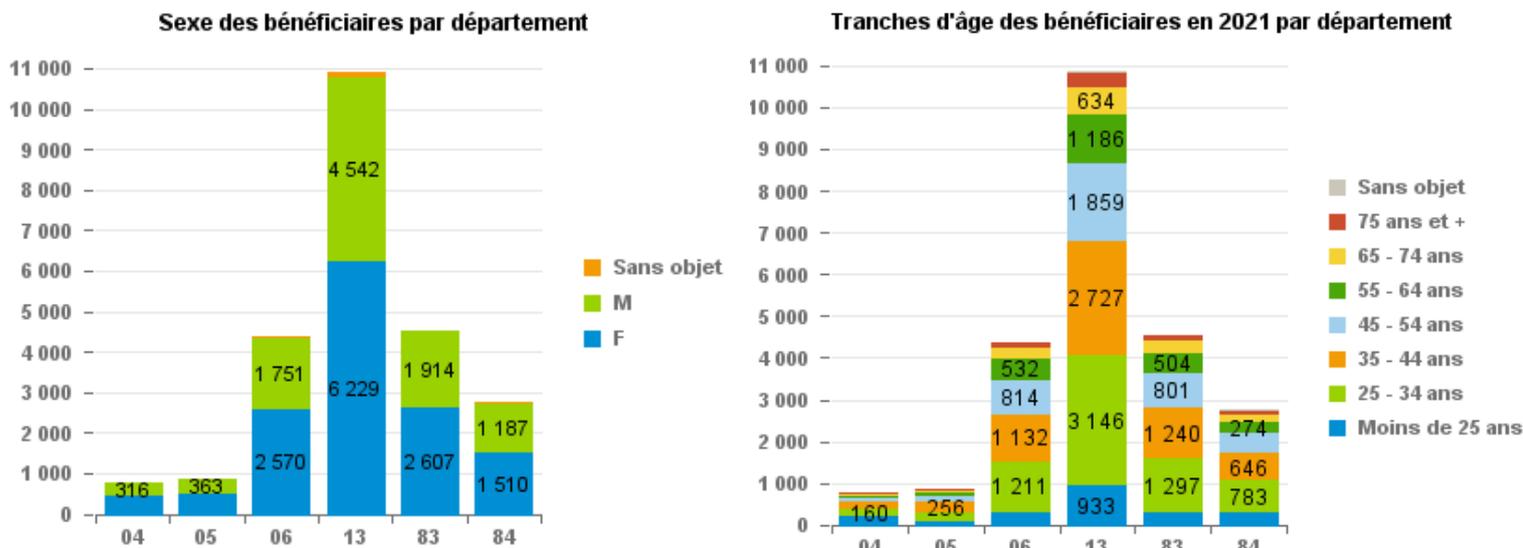
La part des attributions liées à des mutations au sein du parc social (locataire HLM) représente en Provence-Alpes-Côte d'Azur 22 % des attributions totales pour l'année 2021. Elle est globalement en cohérence avec les données des années précédentes.

| | Hors Mutation | Mutation | Somme |
|-----------------------------------|---------------|--------------|---------------|
| Alpes-de-Haute-Provence | 630 | 127 | 757 |
| Alpes-Maritimes | 3 535 | 853 | 4 388 |
| Bouches-du-Rhône | 8 282 | 2 607 | 10 889 |
| Hautes-Alpes | 621 | 243 | 864 |
| Var | 3 742 | 784 | 4 526 |
| Vaucluse | 2 032 | 710 | 2 742 |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 18 842 | 5 324 | 24 166 |

3.2.6. Profil démographique : des tendances similaires aux années précédentes

En 2021, 13 843 des logements sociaux attribués dans la région, soit 57,3 %, l'ont été à des femmes, pour rappel, plus nombreuses parmi les demandeurs de logement social que les hommes. Cette tendance est donc en cohérence avec celle des demandes.

Les femmes bénéficiaires de logement social en 2021 ont en moyenne 40,4 ans, et les hommes 42 ans.



Comme en 2019 et 2020, au niveau régional, les tranches d'âge les plus représentées sont les 25-34 ans (28,2 %), les 35-44 ans (25,5 %), puis les 45-54 ans (17,4 %).

Les attributions 2021 concernent d'abord des demandeurs de nationalité française (80%), puis d'une nationalité hors Union Européenne (14,6%), puis de l'Union Européenne (4,2%).

3.2.7. Handicap et besoins satisfaits

Sur un an, 1 887 logements ont été attribués à des ménages demandant un logement adapté, soit 7,8 % de l'ensemble des attributions. Sont concernés des demandeurs ayant un handicap moteur (244 déclarés), sensoriels (67) et/ou autre (221).

En parallèle, 2 266 attributions concernent des demandes mentionnant des équipements nécessaires dans le logement, notamment 858 demandes citant l'ascenseur, 502 une douche sans seuil, 360 une place de stationnement accessible et de largeur suffisante, 231 une baignoire adaptée⁷.

Bien que la hiérarchie des équipements nécessaires reste la même qu'en 2020, les attributions à ce public demandeurs d'aménagements dans le logement sont en augmentation pour l'année 2021.

⁷ Ces demandes peuvent concerner un seul ou plusieurs équipements à la fois, en fonction des besoins et des situations de chaque personne.

3.2.8. Une surreprésentation de certaines situations professionnelles, mais une large part de ménages dont le revenu est inférieur au PLAI

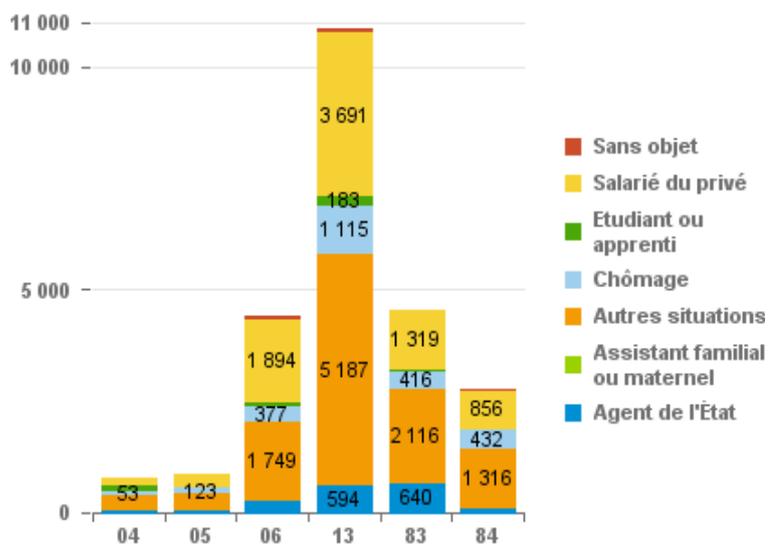
Pour rappel, la mise en place du Cerfa V4 a changé les classifications professionnelles, désormais regroupées ainsi (sans hiérarchie) : agent de l'État ; assistant familial ou maternel ; chômage ; étudiant ou apprenti ; salarié du privé ; sans objet (associations) ; autres situations (retraités, artisans, stage, intérim, commerçants...).

En 2021, la majorité (45,8 %) des attributaires de logement social étaient dans la catégorie « Autres situations » ;

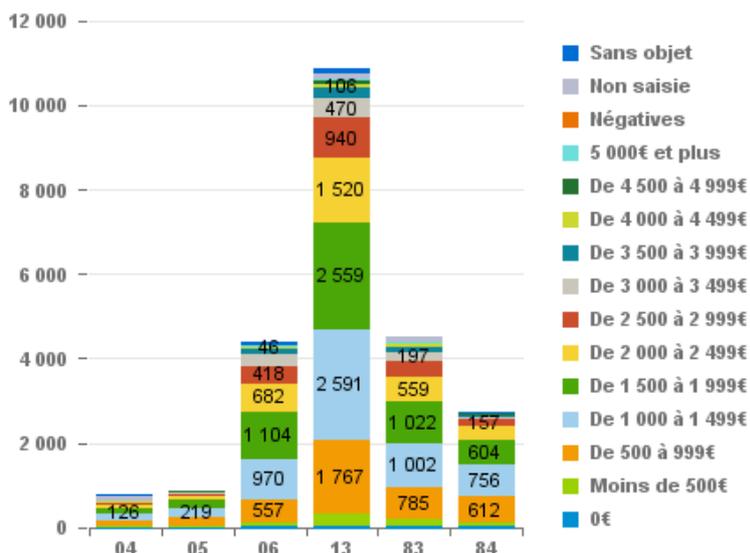
33,9 % salariés du privé ;

10,4 % au chômage.

Attributions 2021 selon la situation professionnelle



Tranches de ressources mensuelles pour les attributions 2021



Régionalement, les revenus mensuels des foyers attributaires majoritaires se situent dans la tranche 1 000-1 499 € (23,6 %), puis celle comprise entre 1 500 et 1 999€ (23,23 %).

Les attributions à des publics ayant entre 500 et 999€ de revenus mensuels n'interviennent qu'en troisième (16,6 % des attributions 2021), là où ils représentent le deuxième public le plus représenté dans les demandes (20,6 % des demandeurs).

Toutefois, pour les Alpes-Maritimes et le Var, les attributions se situent d'abord sur la tranche 1 500-1 999€, puis sur 1 000-1499€.

Dans le Vaucluse, les attributions concernent d'abord la tranche 1 000-1 499€, puis 500-999€.

68,6 % des attributions 2021 dans la région ont concerné des ménages ayant des ressources inférieures ou égales au PLAI ; 22,9 % avec des ressources comprises entre les plafonds du PLAI et PLUS.

| | =< PLAI | > PLAI et =< PLUS | > PLUS et =< PLS | > PLS | Non saisie | Somme |
|-----------------------------------|---------------|-------------------|------------------|------------|------------|---------------|
| Alpes-de-Haute-Provence | 587 | 115 | [11;25] | [1;10] | 28 | 753 |
| Alpes-Maritimes | 2 751 | 1 262 | 196 | 33 | 79 | 4 321 |
| Bouches-du-Rhône | 7 444 | 2 413 | 364 | 90 | 460 | 10 771 |
| Hautes-Alpes | 566 | 193 | [11;25] | [1;10] | 68 | 853 |
| Var | 3 059 | 1 114 | 159 | 34 | 155 | 4 521 |
| Vaucluse | 2 165 | 437 | 33 | 21 | 41 | 2 697 |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 16 572 | 5 534 | 787 | 192 | 831 | 23 916 |

Les associations ne sont pas comprises dans le tableau ci-dessus.

Parmi les attributions de logements sociaux en 2021, 25,5 % d'entre eux se situaient en Quartier Prioritaire de la Ville (QPV).

Sur ces attributions en QPV, 69,6 % étaient destinées aux ménages des trois derniers quartiles des demandeurs.

14 % des attributions réalisées hors QPV ont bénéficié à des ménages appartenant au premier quartile des demandeurs.

| | En QPV | Hors QPV | Ne sait pas | Somme |
|-------------------------------------|--------------|---------------|-------------|---------------|
| 0=< 1er quartile | 1 661 | 2 407 | 83 | 4 151 |
| > 1er quartile et =< médiane | 1 759 | 3 390 | 130 | 5 279 |
| > médiane et =< 3e quartile | 1 438 | 4 672 | 198 | 6 308 |
| > 3e quartile | 1 087 | 6 297 | 346 | 7 730 |
| Incohérent, non concerné, non saisi | 214 | 470 | 14 | 698 |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 6 159 | 17 236 | 771 | 24 166 |

3.2.9. Des attributions faites à des ménages principalement originaires du même EPCI que le logement attribué

Si l'on compare l'EPCI de résidence d'origine des demandeurs à celui des logements attribués, il apparaît que :

- 86,3 % des demandeurs satisfaits (20 859 ménages) sont restés dans le même EPCI ;
- 7,15 % viennent d'un autre EPCI, mais sont restés dans le même département. Ce phénomène s'observe beaucoup dans les EPCI des Alpes-Maritimes : 143 ménages emménageant dans la Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis, 121 pour Cannes Pays de Lérins, 114 pour la métropole Nice Côte d'Azur. Mais le phénomène touche d'autres territoires, comme la CA du Grand Avignon (139), ou la métropole Toulon-Provence Méditerranée (114).
- 2,4 % viennent d'un autre département de la région. La métropole d'Aix-Marseille-Provence (157) et la CA de Provence-Alpes-Agglomération (105) sont notamment concernées.
- 4,13 % des attributions ont été faites à des ménages provenant d'autres régions en France, notamment d'Occitanie (201), d'Auvergne-Rhône-Alpes (181) et d'Île-de-France (149).

Origine géographique des ménages bénéficiaires d'une attribution de logement social en 2021 en Provence-Alpes-Côte d'Azur en fonction du département du logement attribué

| Département du logement attribué : | Logement précédent du ménage dans une autre région que celle du logement social attribué en PACA | | Logement social dans la même région que le logement précédent du ménage : Provence-Alpes-Côte d'Azur | | | | Somme |
|------------------------------------|--|-----------|--|-----------|------------------|---------------|---------------|
| | Autre département | | Autre département | | Même département | | |
| | Autre EPCI | Même EPCI | Autre EPCI | Même EPCI | Autre EPCI | Même EPCI | |
| Alpes de Haute-Provence | 72 | 0 | [130;140] | [1;9] | 68 | 475 | 757 |
| Alpes-Maritimes | 99 | 0 | 53 | 0 | 565 | 3 671 | 4 388 |
| Bouches-du-Rhône | 307 | 0 | 183 | 17 | 102 | 10 280 | 10 889 |
| Hautes-Alpes | 65 | 0 | 38 | 0 | 108 | 653 | 864 |
| Var | 243 | 0 | [70;80] | [1;9] | 416 | 3 788 | 4 526 |
| Vaucluse | 203 | 10 | [60;70] | [1;9] | 470 | 1 992 | 2 742 |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 989 | 10 | 551 | 28 | 1 729 | 20 859 | 24 166 |

3.2.10. Les attributions des réservataires DALO (Droit Au Logement Opposable)

Mise en œuvre depuis le 1^{er} janvier 2008, la [loi n° 2007-290 du 5 mars 2007](#) instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale permet aux personnes mal logées, ou ayant attendu en vain un logement social pendant un délai anormalement long, de faire valoir leur droit à un logement décent si elles ne peuvent l'obtenir par leurs propres moyens.

Ce droit est dit « opposable », c'est-à-dire que le citoyen dispose de voies de recours pour obtenir sa mise en œuvre effective. Dans un premier temps, la personne peut exercer un recours devant une commission de médiation pour faire valoir son droit à un logement. Dans un second temps, si elle a été reconnue prioritaire pour être logée et qu'aucun logement ne lui a été attribué dans un délai variant de trois à six mois selon les départements, elle peut déposer un recours devant le tribunal administratif.

Pour faire valoir son droit, le demandeur doit être dans l'une des situations suivantes :

- sans logement ;
- menacé d'expulsion sans possibilité de relogement ;
- hébergé dans une structure d'hébergement ou une résidence hôtelière à vocation sociale de façon continue depuis plus de 6 mois, ou être logé temporairement dans un logement de transition ou un logement-foyer depuis plus de 18 mois ;
- logé dans des locaux impropres à l'habitation, insalubres ou dangereux ;
- logé dans un local manifestement sur-occupé ou non-décent, à condition d'avoir à charge au moins un enfant mineur ou une personne handicapée ou d'être handicapé lui-même ;
- demandeur de logement locatif social depuis un délai anormalement long. Ce délai, qui varie d'un département à l'autre, est fixé par le Préfet de chaque département ;
- handicapé, ou avoir à sa charge une personne handicapée ou au moins un enfant mineur, **et occuper un logement indécent ou suroccupé.**

Pour être reconnu prioritaire et à loger d'urgence (PU DALO), le demandeur doit avoir effectué des démarches en vue de résoudre ses difficultés de logement : demande de logement social enregistrée et régulièrement renouvelée, démarche auprès du propriétaire qui loue son logement non décent (pour des mises en conformité) etc.

En 2021, les attributions à des ménages reconnus PU DALO représentent 10,8 % des attributions de la région : 2 629 ménages PU DALO s'y sont en effet vus attribuer un logement social⁸.

| | Nombre d'attributions à des ménages DALO en 2019 | Nombre d'attributions à des ménages DALO en 2020 | Nombre d'attributions à des ménages DALO en 2021 |
|-----------------------------------|--|--|--|
| Alpes-Maritimes | 459 | 497 | 516 |
| Bouches-du-Rhône | 1 268 | 1 250 | 1 539 |
| Var | 556 | 501 | 478 |
| Vaucluse | 78 | 107 | 92 |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 2 367 | 2 356 | 2 629 |

Pour des raisons de secrétisation, les Alpes-de-Haute-Provence et les Hautes-Alpes ne figurent pas dans ce tableau.

⁸ Pour plus de détails sur les ménages DALO, voir les bilans annuels régionaux sur <https://www.paca.developpement-durable.gouv.fr/etudes-et-publications-r164.html>

3.2.11. Le contingent préfectoral reste, comme chaque année, le plus mobilisé des contingents

Au niveau régional, 20,75 % des attributions 2021 ont été réalisées sur le contingent préfectoral.

Attributions totales en Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2021 par réservataire

| | Contingent préfectoral | Contingent collectivités territoriales | Action Logement | Contingent autres réservataires | Hors contingent | Somme |
|-----------------------------------|------------------------|--|-----------------|---------------------------------|-----------------|---------------|
| Alpes-de-Haute-Provence | 92 | [60;70] | 68 | [1;9] | 529 | 757 |
| Alpes-Maritimes | 1 001 | 990 | 1 113 | 227 | 1 057 | 4 388 |
| Bouches-du-Rhône | 2 276 | 2 472 | 1 812 | 719 | 3 610 | 10 889 |
| Hautes-Alpes | 201 | [50;60] | 139 | [10;20] | 457 | 864 |
| Var | 1 110 | 945 | 672 | 537 | 1 262 | 4 526 |
| Vaucluse | 335 | 248 | 329 | 40 | 1 790 | 2 742 |
| Provence-Alpes Côte d'Azur | 5 015 | 4 772 | 4 133 | 1 541 | 8 705 | 24 166 |

Les données comprises entre 1 et 9 ont été secrétisées.

Au titre du DALO, le contingent préfectoral a été mobilisé dans 70,6 % des attributions à destination de ce public.

Attributions aux ménages PU DALO en Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2021 par réservataire

| | Contingent préfectoral | Contingent collectivités territoriales | Action Logement | Contingent autres réservataires | Hors contingent | Somme |
|-----------------------------------|------------------------|--|-----------------|---------------------------------|-----------------|--------------|
| Alpes-de-Haute-Provence | [1;9] | | | | | [1;9] |
| Alpes-Maritimes | 445 | [20;30] | 17 | [20;30] | [20;30] | 516 |
| Bouches-du-Rhône | 1 018 | 150 | 68 | 38 | 265 | 1 539 |
| Hautes-Alpes | [1;9] | | | | [1;9] | [1;9] |
| Var | 329 | 47 | [20;30] | [1;9] | 84 | 478 |
| Vaucluse | 60 | [1;9] | [1;9] | | 26 | 92 |
| Provence-Alpes Côte d'Azur | 1 855 | 222 | 104 | 50 | 398 | 2 629 |

Les données comprises entre 1 et 9 ont été secrétisées.

4. TENSION DE LA DEMANDE DE LOGEMENTS SOCIAUX

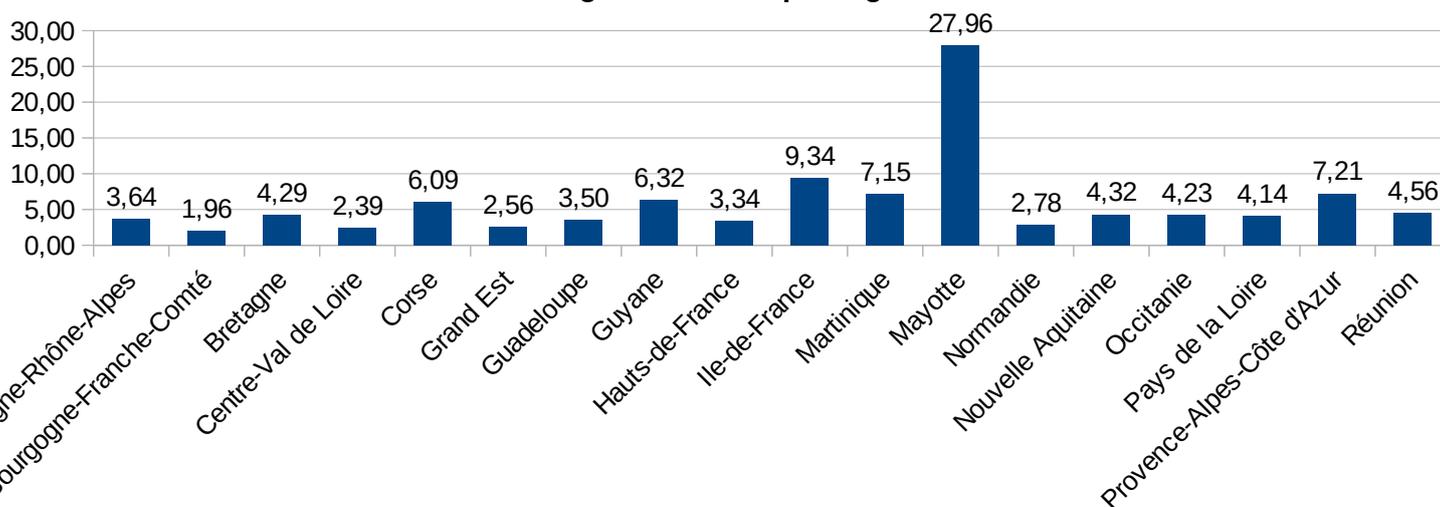
4.1. Tension globale de la demande de logements sociaux

La tension de la demande de logements sociaux est calculée selon la formule suivante :

$$\frac{\text{Demandes hors mutation, pour des personnes physiques et des associations au 31 décembre 2021, pour la première localisation souhaitée}}{\text{Attributions hors mutation, pour des personnes physiques et des associations, en 2021, pour la première localisation souhaitée}}$$

Au niveau national, la tension, de 4,73, est en diminution par rapport à l'année précédente (5,07). Celle de Provence-Alpes-Côte d'Azur est donc bien supérieure, avec 7,21, quoiqu'en diminution par rapport à 2020. Elle est ainsi l'une des régions qui connaît la tension la plus élevée, après Mayotte (27,96) et l'Île-de-France (9,34).

Tension de la demande de logement social par région au 31 décembre 2021



À l'échelle départementale, la tension est en diminution par rapport à l'année précédente, sauf pour les Alpes-de-Haute-Provence et le Vaucluse qui voient leur tension augmenter.

| | Tension au 31/12/2019 | Tension au 31/12/2020 | Tension au 31/12/2021 |
|----------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| Alpes-de-Haute-Provence | 2,40 | 3,39 | 4,16 |
| Hautes-Alpes | 3,45 | 5,15 | 2,86 |
| Alpes-Maritimes | 9,61 | 10,83 | 9,01 |
| Bouches-du-Rhône | 7,67 | 8,22 | 7,62 |
| Var | 7,67 | 7,86 | 7,02 |
| Vaucluse | 4,46 | 4,25 | 5,06 |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 7,23 | 7,81 | 7,21 |

Valeurs de la tension 2021 de la demande de logement social par EPCI

- De 1 à 4
- De 4 à 7
- De 7 à 10
- Supérieure à 10

La tension (ou pression) de la demande de logement social

- sur un territoire donné
- à une date T (généralement 31/12/N)

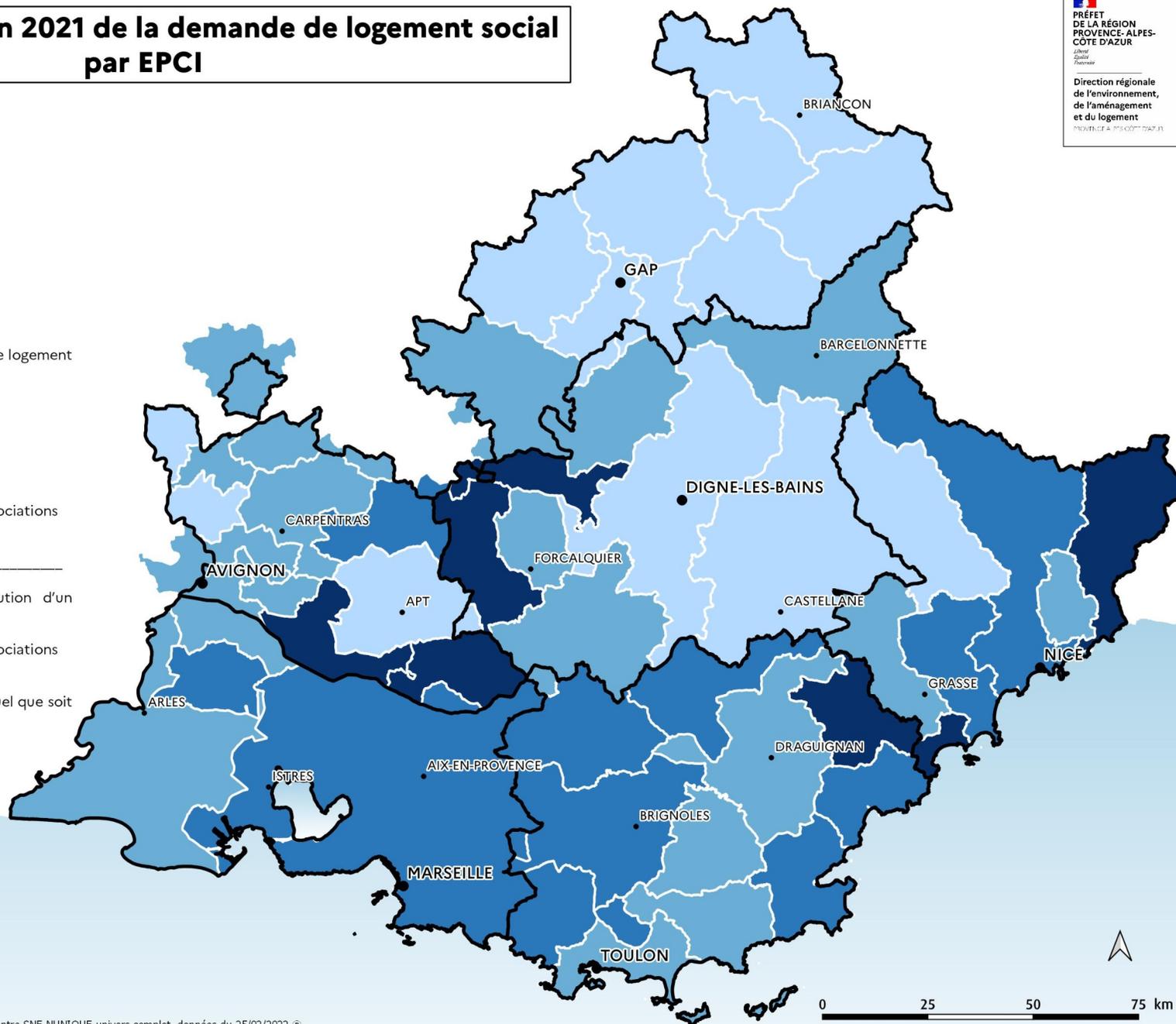
correspond au ratio ci-dessous :

Nb de DLS en stock

- hors mutation
- pour des personnes physiques et des associations
- au 31/12/2021
- souhaitant ce territoire en choix n°1

Nb de DLS radiées pour attribution d'un logement

- hors mutation
- pour des personnes physiques et des associations
- sur l'année 2021
- pour des demandeurs qui souhaitaient ce territoire en choix n° 1 (quel que soit au final le territoire d'attribution)



En raison de son mode de calcul, une tension élevée peut recouvrir différentes situations, et concerner des territoires avec des demandes en choix 1 hors mutation très nombreuses, comme la métropole Nice Côte d'Azur, ou peu élevées, comme la Communauté de Communes Ventoux Sud.

C'est bien la mise en relation avec les attributions hors mutation pour le même territoire souhaité en choix n°1 qui va déterminer la tension.

À titre d'exemple, voici les EPCI connaissant les tensions les plus fortes en Provence-Alpes-Côte d'Azur au 31 décembre 2021.

| Nom de l'EPCI | A Nombre de demandes (hors mutation) en stock au 31/12/21 | B Nombre de demandes (hors mutation) radiées entre le 01/01/2021 et le 31/12/2021 | Tension = A / B |
|--|--|---|--------------------|
| CC du Pays de Fayence | [160;170] | [1;9] | 18,67 |
| CC Haute-Provence-Pays de Banon | [60;70] | [1;9] | 13,40 |
| CC Jabron-Lure-Vançon-Durance | [60;70] | [1;9] | 10,83 |
| CC Territoriale Sud-Luberon | 240 | 23 | 10,43 |
| CA Luberon Monts de Vaucluse | 896 | 86 | 10,42 |
| CA Cannes Pays de Lérins | 4 700 | 461 | 10,20 |
| CA de la Riviera Française | 1 934 | 191 | 10,13 |
| Métropole Nice Côte d'Azur | 18 044 | 1 868 | 9,66 |
| CC Vallée des Baux-Alpilles | 335 | 35 | 9,57 |
| CC Ventoux Sud | [20;30] | [1;9] | 9,33 |
| CC du Golfe de Saint-Tropez | 1 531 | 169 | 9,06 |
| CA de la Provence Verte | 1 272 | 144 | 8,83 |
| CA Var Esterel Méditerranée | 3 804 | 434 | 8,76 |
| CA de Sophia Antipolis | 5 042 | 587 | 8,59 |
| CC Provence Verdon | 85 | 10 | 8,50 |
| CC de la Vallée du Gapeau | 726 | 88 | 8,25 |
| Métropole d'Aix-Marseille-Provence | 60 379 | 7 684 | 7,86 |
| CA Sud Sainte Baume | 2 021 | 263 | 7,68 |
| CC Lacs et Gorges du Verdon | [50;60] | [1;9] | 7,57 |
| Métropole Toulon-Provence-Méditerranée | 12 716 | 1 817 | 7,00 |

Les valeurs inférieures à 11 ont été secrétisées.

4.2. Tension par typologie de logement

La tension de la demande de logements sociaux par typologie de logement est calculée selon la formule suivante :

Demandes hors mutation, pour des personnes physiques et des associations
au 31 décembre 2021, pour la première localisation souhaitée,
avec cette typologie comme plus petite typologie souhaitée

Attributions hors mutation, pour des personnes physiques et des associations,
en 2021, pour la première localisation souhaitée
de cette typologie.

Au niveau national, plus la typologie du logement diminue, plus la tension est faible, dynamique que l'on retrouve également à l'échelle de la région.

Dans les départements de Provence-Alpes-Côte-d'Azur, la tension se concentre surtout sur les chambres et T1, à l'exception des Alpes-de-Haute-Provence où la tension la plus élevée concerne les T2.

| | Tension | Tension Chambre-T1 | Tension T2 | Tension T3 | Tension T4 | Tension T5 | Tension T6 et + |
|----------------------------|-------------|-----------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-----------------|
| Alpes-de-Haute-Provence | 4,16 | 2,17 | 10,69 | 4,45 | 2,86 | 2,43 | |
| Hautes-Alpes | 2,86 | 6,90 | 5,08 | 1,81 | 1,35 | 1,33 | 3,00 |
| Alpes-Maritimes | 9,01 | 23,59 | 9,17 | 7,21 | 7,15 | 3,81 | 0,82 |
| Bouches-du-Rhône | 7,62 | 18,63 | 10,77 | 5,24 | 6,06 | 4,99 | 1,97 |
| Var | 7,02 | 34,61 | 8,39 | 5,94 | 4,55 | 2,59 | 1,15 |
| Vaucluse | 5,06 | 16,97 | 7,60 | 4,07 | 3,66 | 2,79 | 2,20 |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 7,21 | 17,77 | 9,43 | 5,46 | 5,25 | 3,65 | 1,54 |
| France | 4,73 | 10,47 | 6,45 | 3,29 | 3,06 | 2,61 | 2,14 |

5. ZOOMS SPÉCIFIQUES SUR LES DEMANDES ET RADIATIONS DE L'ANNÉE 2021 (FLUX ET EPCI)

5.1. Flux des demandes et radiations par département

État de la demande à la fin de l'année 2020*

| Département | 04 | 05 | 06 | 13 | 83 | 84 | Total |
|--------------------|-------|-------|--------|--------|--------|--------|----------------|
| Nombre de demandes | 3 169 | 2 732 | 38 790 | 85 428 | 33 097 | 14 886 | 178 102 |

* Données du bilan annuel précédent, extraites le 26 février 2021.

Nouvelles demandes de l'année 2021

| Département | 04 | 05 | 06 | 13 | 83 | 84 | Total |
|--------------------|-------|-------|--------|--------|--------|--------|----------------|
| Nombre de demandes | 3 045 | 2 383 | 20 779 | 47 288 | 18 706 | 11 884 | 104 085 |

Demandes radiées en 2021

| Département | 04 | 05 | 06 | 13 | 83 | 84 | Total |
|--------------------------------------|--------------|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Attribution | 757 | 864 | 4 388 | 10 889 | 4 526 | 2 742 | 24 166 |
| Irrecevabilité, non réponse, abandon | 152 | 249 | 645 | 1 347 | 622 | 458 | 3 473 |
| Non renouvellement | 1 643 | 1 174 | 14 003 | 31 030 | 11 979 | 7 226 | 67 055 |
| Total | 2 552 | 2 287 | 19 036 | 43 266 | 17 127 | 10 426 | 94 694 |

État de la demande à la fin de l'année 2021

| Département | 04 | 05 | 06 | 13 | 83 | 84 | Total |
|--------------------|---------|---------|--------|--------|--------|--------|----------------|
| Nombre de demandes | 3 664 | 2 680 | 40 649 | 89 516 | 34 714 | 16 328 | 187 551 |
| Variation / 2020 | 15,62 % | -1,90 % | 4,79 % | 4,78 % | 4,89 % | 9,69 % | 5,30 % |

5.2. Demandes et attributions par EPCI

| EPCI | Demandes actives au 31/12/2021 | Demandes actives au 31/12/2021 Hors Mutation | Demandes actives au 31/12/2021 Mutation | Attributions 2021 | Attributions 2021 Hors Mutation | Attributions 2021 Mutation |
|---|--------------------------------|--|---|-------------------|---------------------------------|----------------------------|
| Métropole d'Aix-Marseille-Provence | 85 310 | 60 374 | 24 936 | 10 069 | 7 661 | 2 408 |
| Métropole Nice Côte d'Azur | 23 125 | 18 043 | 5 082 | 2 248 | 1 800 | 448 |
| Métropole Toulon-Provence-Méditerranée | 17 475 | 12 716 | 4 759 | 2 252 | 1 797 | 455 |
| CA du Grand Avignon (COGA) | 7 902 | 4 593 | 3 309 | 1 191 | 817 | 374 |
| CA de Sophia Antipolis | 6 329 | 5 042 | 1 287 | 616 | 530 | 86 |
| CA Cannes Pays de Lérins | 6 073 | 4 700 | 1 373 | 629 | 500 | 129 |
| CA Var Esterel Méditerranée (CAVEM) | 4 878 | 3 804 | 1 074 | 480 | 408 | 72 |
| CA d'Arles-Crau-Camargue-Montagnette | 3 206 | 2 002 | 1 204 | 544 | 390 | 154 |
| Dracénie Provence Verdon Agglomération | 2 842 | 2 106 | 736 | 647 | 528 | 119 |
| CA Sud Sainte Baume | 2 508 | 2 021 | 487 | 278 | 245 | 33 |
| CA de la Riviera Française | 2 369 | 1 933 | 436 | 234 | 200 | 34 |
| CA du Pays de Grasse | 2 338 | 1 793 | 545 | 503 | 391 | 112 |
| CA Durance-Lubéron-Verdon Agglomération | 1 840 | 1 312 | 528 | 317 | 265 | 52 |
| CC du Golfe de Saint-Tropez | 1 819 | 1 531 | 288 | 184 | 165 | 19 |
| CA de la Provence Verte | 1 661 | 1 272 | 389 | 158 | 130 | 28 |
| CA Terre de Provence | 1 529 | 1 085 | 444 | 282 | 232 | 50 |
| CC des Sorgues du Comtat | 1 466 | 918 | 548 | 246 | 199 | 47 |
| CA Gap-Tallard-Durance | 1 425 | 911 | 514 | 427 | 279 | 148 |
| CA Ventoux-Comtat-Venaissin (COVE) | 1 376 | 945 | 431 | 253 | 209 | 44 |
| CA Luberon Monts de Vaucluse | 1 365 | 896 | 469 | 144 | 92 | 52 |
| CC Méditerranée Porte des Maures | 1 232 | 963 | 269 | 199 | 181 | 18 |
| CA Provence-Alpes-Agglomération | 1 087 | 764 | 323 | 359 | 310 | 49 |
| CC du Pays Réuni d'Orange | 1 015 | 624 | 391 | 289 | 216 | 73 |
| CC de la Vallée du Gapeau | 917 | 726 | 191 | 106 | 95 | 11 |
| CC du Pays des Sorgues et des Monts de Vaucluse | 886 | 603 | 283 | 222 | 172 | 50 |
| CC Coeur du Var | 678 | 533 | 145 | 126 | 111 | 15 |
| CC du Briançonnais | 469 | 312 | 157 | 132 | 95 | 37 |
| CC Vallée des Baux-Alpilles (CC VBA) | 425 | 335 | 90 | 31 | [20;30] | [1;9] |
| CC du Sisteronais-Buëch | 409 | 276 | 133 | 75 | 55 | 20 |
| CC Rhône Lez Provence | 397 | 254 | 143 | 127 | 104 | 23 |
| CC du Pays des Paillons | 370 | 283 | 87 | 114 | 77 | 37 |
| CC Pays d'Apt-Luberon | 337 | 229 | 108 | 104 | 79 | 25 |
| CC Serre-Ponçon | 327 | 223 | 104 | 119 | 86 | 33 |
| CC Territoriale Sud-Luberon | 277 | 240 | 37 | 21 | [10;20] | [1;9] |
| CC Aygues-Ouvèze en Provence (CCAOP) | 238 | 178 | 60 | 53 | 43 | 10 |
| CC Pays Forcalquier et Montagne de Lure | 203 | 153 | 50 | 30 | [20;29] | [1;9] |
| CC du Pays de Fayence | 197 | 168 | 29 | [1;9] | [1;9] | [1;9] |
| CC Enclave des Papes-Pays de Grignan | 149 | 126 | 23 | 32 | [20;31] | [1;9] |
| CC Vaison Ventoux | 135 | 102 | 33 | 24 | [10;23] | [1;9] |
| CC Alpes-Provence-Verdon "Sources de lumière" | 122 | 100 | 22 | 35 | [20;34] | [1;9] |
| CC Vallée de l'Ubaye - Serre-Ponçon | 100 | 80 | 20 | 23 | [10;22] | [1;9] |
| CC Provence Verdon | 99 | 85 | 14 | 13 | [10;20] | [1;9] |
| CC Serre-Ponçon Val d'Avance | 86 | 54 | 32 | 16 | [10;20] | [1;9] |
| CC Jabron-Lure-Vançon-Durance | 76 | 65 | 11 | [1;9] | [1;9] | [1;9] |
| CC Haute-Provence-Pays de Banon | 75 | [64;74] | [1;9] | [1;9] | [1;9] | 0 |
| CC du Pays des Ecrins | 73 | 54 | 19 | 41 | [30;40] | [1;9] |
| CC Buëch-Dévoluy | 69 | 44 | 25 | 39 | [29;38] | [1;9] |
| CC Lacs et Gorges du Verdon | 66 | 53 | 13 | 12 | [1;9] | [1;9] |
| CC du Guillemois et du Queyras | 62 | 51 | 11 | 34 | [20;33] | [1;9] |
| CC Champsaur-Valgaudemar | 60 | 50 | 10 | 20 | [10;19] | [1;9] |
| CC Alpes d'Azur | 45 | [34;44] | [1;9] | 44 | [30;43] | [1;9] |
| CC Ventoux Sud | 34 | [23;33] | [1;9] | [1;9] | [1;9] | 0 |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 187 551 | 135 857 | 51 694 | 24 166 | 18 842 | 5 324 |

5.3. Délais moyens d'attente et d'attribution par EPCI (en mois)

| EPCI | Délai moyen d'attente des DLS au 31/12/2021 Tous modes | Délai moyen d'attente des DLS au 31/12/2021 Hors mutation | Délai moyen d'attente des DLS au 31/12/2021 Mutation | Délai moyen d'attribution Tous modes | Délai moyen d'attribution Hors mutation | Délai moyen d'attribution Mutation |
|---|--|---|--|--------------------------------------|---|------------------------------------|
| CA Cannes Pays de Lérins | 25,30 | 25,08 | 26,04 | 23,41 | 23,45 | 23,23 |
| CA d'Arles-Crau-Camargue-Montagnette | 18,01 | 15,57 | 22,07 | 18,25 | 17,33 | 20,60 |
| CA de la Provence Verte | 20,68 | 19,03 | 26,03 | 21,61 | 19,75 | 30,25 |
| CA de la Riviera Française | 27,83 | 27,95 | 27,32 | 29,16 | 30,19 | 23,15 |
| CA de Sophia Antipolis | 25,79 | 25,38 | 27,41 | 27,51 | 27,94 | 24,84 |
| CA du Grand Avignon (COGA) | 15,13 | 12,89 | 18,24 | 11,14 | 9,64 | 14,42 |
| CA du Pays de Grasse | 18,67 | 18,31 | 19,82 | 16,80 | 17,01 | 16,07 |
| CA Durance-Lubéron-Verdon Agglomération | 15,04 | 13,98 | 17,68 | 12,50 | 12,04 | 14,83 |
| CA Gap-Tallard-Durance | 16,12 | 14,73 | 18,59 | 11,82 | 10,19 | 14,88 |
| CA Luberon Monts de Vaucluse | 15,24 | 14,59 | 16,48 | 14,42 | 15,14 | 13,15 |
| CA Provence-Alpes-Agglomération | 11,48 | 10,56 | 13,69 | 4,29 | 3,73 | 7,81 |
| CA Sud Sainte Baume | 26,50 | 26,26 | 27,52 | 29,05 | 28,88 | 30,30 |
| CA Terre de Provence | 14,84 | 14,11 | 16,63 | 12,58 | 12,44 | 13,21 |
| CA Var Esterel Méditerranée (CAVEM) | 25,20 | 24,22 | 28,65 | 23,37 | 24,27 | 18,25 |
| CA Ventoux-Comtat-Venaissin (COVE) | 14,32 | 12,26 | 18,87 | 10,90 | 9,48 | 17,67 |
| CC Alpes d'Azur | 9,32 | 7,53 | 17,56 | 8,61 | 6,21 | 21,30 |
| CC Alpes-Provence-Verdon "Sources de lumière" | 9,91 | 9,43 | 12,19 | 3,85 | 4,22 | 2,34 |
| CC Aygues-Ouvèze en Provence (CCAOP) | 12,64 | 11,50 | 16,07 | 9,82 | 9,09 | 12,97 |
| CC Buëch-Dévoluy | 10,99 | 8,92 | 14,65 | 7,83 | 5,74 | 26,09 |
| CC Champsaur-Valgaudemar | 9,33 | 7,65 | 17,89 | 4,00 | 4,25 | 2,58 |
| CC Coeur du Var | 17,07 | 15,35 | 23,38 | 16,60 | 17,07 | 13,13 |
| CC de la Vallée du Gapeau | 27,21 | 25,71 | 33,09 | 18,69 | 19,68 | 10,13 |
| CC des Sorgues du Comtat | 15,54 | 12,80 | 20,11 | 10,49 | 9,57 | 14,37 |
| CC du Briançonnais | 13,21 | 11,20 | 17,24 | 8,46 | 6,29 | 14,01 |
| CC du Golfe de Saint-Tropez | 30,47 | 30,03 | 32,84 | 40,27 | 40,40 | 39,12 |
| CC du Guillemet et du Queyras | 12,47 | 11,28 | 18,06 | 6,93 | 4,12 | 23,24 |
| CC du Pays de Fayence | 22,47 | 22,26 | 23,66 | 23,59 | 25,78 | 8,20 |
| CC du Pays des Ecrins | 9,84 | 8,32 | 14,00 | 6,92 | 4,99 | 15,12 |
| CC du Pays des Paillons | 15,79 | 15,45 | 16,91 | 18,61 | 18,95 | 17,91 |
| CC du Pays des Sorgues et des Monts de Vaucluse | 14,13 | 12,36 | 17,84 | 14,16 | 11,73 | 22,55 |
| CC du Pays Réuni d'Orange | 11,79 | 10,42 | 13,99 | 7,26 | 5,84 | 11,39 |
| CC du Sisteronais-Buëch | 13,37 | 11,30 | 17,65 | 8,63 | 6,45 | 14,64 |
| CC Enclave des Papes-Pays de Grignan | 9,50 | 9,39 | 10,09 | 5,22 | 4,80 | 9,27 |
| CC Haute-Provence-Pays de Banon | 14,15 | 12,60 | 26,96 | 5,38 | 5,38 | X |
| CC Jabron-Lure-Vançon-Durance | 10,70 | 10,70 | 10,75 | 6,25 | 7,03 | 3,90 |
| CC Lacs et Gorges du Verdon | 15,49 | 13,96 | 21,69 | 15,16 | 17,05 | 9,52 |
| CC Méditerranée Porte des Maures | 26,20 | 25,22 | 29,75 | 27,72 | 27,00 | 35,04 |
| CC Pays d'Apt-Luberon | 12,84 | 10,48 | 17,83 | 8,60 | 7,08 | 13,40 |
| CC Pays Forcalquier et Montagne de Lure | 15,46 | 16,35 | 12,56 | 9,32 | 8,22 | 14,83 |
| CC Provence Verdon | 15,10 | 14,39 | 19,78 | 12,73 | 12,40 | 16,59 |
| CC Rhône Lez Provence | 12,10 | 9,76 | 16,24 | 9,56 | 7,87 | 17,17 |
| CC Serre-Ponçon | 14,01 | 13,38 | 15,34 | 9,65 | 8,66 | 12,22 |
| CC Serre-Ponçon Val d'Avance | 13,16 | 13,62 | 12,37 | 5,52 | 5,80 | 3,57 |
| CC Territoriale Sud-Luberon | 18,24 | 17,52 | 22,93 | 15,74 | 16,43 | 1,90 |
| CC Vaison Ventoux | 14,94 | 13,69 | 18,77 | 6,29 | 6,45 | 2,59 |
| CC Vallée de l'Ubaye - Serre-Ponçon | 9,44 | 8,15 | 14,38 | 3,00 | 3,19 | 2,09 |
| CC Vallée des Baux-Alpilles (CC VBA) | 18,90 | 17,24 | 25,10 | 14,47 | 14,79 | 9,87 |
| CC Ventoux Sud | 11,29 | 11,64 | 9,63 | 9,36 | 9,36 | X |
| Dracénie Provence Verdon Agglomération | 18,42 | 17,02 | 22,44 | 17,75 | 18,48 | 14,50 |
| Métropole d'Aix-Marseille-Provence | 23,39 | 22,00 | 26,76 | 22,16 | 21,83 | 23,18 |
| Métropole Nice Côte d'Azur | 24,79 | 25,05 | 23,88 | 27,53 | 28,45 | 23,82 |
| Métropole Toulon-Provence-Méditerranée | 27,08 | 25,71 | 30,73 | 23,40 | 22,34 | 27,59 |